



## Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 361 - 23 novembre 2018

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

**Blog** : <http://marchemondialedesfemmesfrance.org/>

**Facebook** : [www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015](http://www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015)

---

## Numéro Spécial 25 novembre

25 novembre

Journée internationale contre les violences faites aux femmes

**Manifestation #NousToutes**

**Paris - 24 novembre - 14h - Place de l'Opéra**

Et partout en France avec différents appels

---

### SOMMAIRE

- 1 - 25 novembre 2018 Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes : Rendons effective la fin des violences : MMF-Midi-Pyrénées - Page 2
- 2 - #NousToutes : Contre les violences sexistes et sexuelles, nous marcherons le 24 novembre - Page 2
- 3 - #NousToutes, coup de gueule et gilets jaunes ! - Les effronté-es - Page 3
- 4 - Le Planning Familial marchera le 24 novembre 2018 - Page 4
- 5 - Le 24 novembre, la Maison des Femmes de Paris marchera avec #NousToutes contre les violences faites aux femmes - Page 4
- 6 - #NousToutes, Engageons-nous contre les violences faites aux femmes - ADSF, Agir pour la santé des femmes - Page 5
- 7 - Stop aux violences masculines : Osez le Féminisme ! se mobilise les 24 et 25 novembre - Page 5
- 8 - #NousToutes : EELV marchera le 24 novembre pour dire STOP aux violences sexuelles et sexistes - Page 6
- 9 - #SansNous pour la marche du 24 novembre, #PPDC Plus Petit Dénominateur Commun, #NousLesFemmes Nous valons mieux que ça ! - Femmes Solidaires - Page 7
- 10 - Tribune - L'appel de 250 personnalités pour en finir avec les violences sexistes - médiapart.fr - Page 8
- 11 - Tribune : Syndicalistes, le 24 novembre, nous marcherons - CFDT, CGT, FSU, US Solidaires - lemonde.fr
- 12 - Tribune jeunes : Face à la culture de l'impunité : sororité ! - terrafemina.fr - Page 10
- 13 - Tribune des journalistes : #NousToutes : 400 femmes journalistes appellent à marcher samedi contre les violences sexistes et sexuelles - franceinfo.fr - Page 11
- 14 - Tribune des médecins - Être un partenaire de la santé des femmes - Le Monde - Page 12
- 15 - À qui profitent les divisions entre féministes ? - Mymy - <http://www.madmoizelle.com>
- 16 - Les féministes divisées avant la marche du 24 novembre contre les violences sexuelles - Aude Lorriaux - slate.fr - Page 14
- 17 - Féministe universaliste et laïque, je manifeste avec #NousToutes - Laurence Rossignol - libération.fr
- 18 - Les violences envers les enfants : un silence assourdissant et une non-assistance à personnes en danger - Muriel Salmons - Page 17

## **1 - 25 novembre 2018 Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes : Rendons effective la fin des violences : MMF-Midi-Pyrénées**

En France, malgré l'action des associations, les mobilisations populaires et la parole enfin audible des femmes, la tolérance de notre société face à ces violences reste très forte et l'impunité des agresseurs reste la règle. Ainsi, seuls 1% des violeurs sont condamnés alors que 100% des victimes portent les stigmates de ces violences. Malgré les annonces gouvernementales, le nombre des victimes ne régresse pas.

Les violences envers les femmes peuvent prendre des formes diverses, elles sont liées à la société capitaliste, coloniale et patriarcale, notamment à travers la marchandisation des corps : la pornographie, le système prostitutionnel ou encore la GPA. D'autres types de violences sont fréquents et banalisés : insultes, harcèlement, agressions sexuelles (sur internet, dans la rue, au travail), chantages administratifs et pressions économiques.

Toutes les femmes subissent des oppressions, pour certaines ces oppressions s'additionnent : femmes sans domicile fixe, pauvres, handicapées, migrantes, victimes de racismes et/ou de lesbophobie, femmes rurales, en situation monoparentales, etc.

Nommer les féminicides est fondamental car cela révèle qu'il s'agit d'assassinats et non de crimes passionnels ou de faits divers. La réalité est accablante : en 2017, en France, au moins, 130 femmes ont été tuées par leur conjoint ou leur ex. Dans le monde, cette année encore, des féministes, journalistes ou syndicalistes, défenseuses des droits des peuples autochtones ont été assassinées. Les violences des multinationales, les dégradations environnementales et climatiques, l'accaparement des terres, la pollution et la raréfaction de l'eau ont un impact plus fort sur les femmes en augmentant leur charge de travail, en dégradant leur qualité de vie.

Nous réclamons une éducation non-sexiste dès la petite enfance qui enseigne le respect de l'autre en dehors des images dégradantes de la pornographie et du rapport marchand de la prostitution.

Pour que les femmes ne soient pas doublement pénalisées, nous voulons le maintien des services **publics** sur tout le territoire, l'accès réel aux services de santé, un développement de l'état social, des instances juridiques capables d'entendre la parole des femmes et des enfants, d'agir et légiférer en conséquence.

**Nous exigeons des moyens réels financiers pour être efficaces dans la lutte contre toutes les violences envers les femmes**

"On résiste pour vivre, on marche pour transformer"

## **2 - Tribune #NousToutes : Contre les violences sexistes et sexuelles, nous marcherons le 24 novembre**

Il y a un an, la vague #MeToo secouait la planète toute entière. Dans tous les pays, toutes les villes, toutes les entreprises, toutes les maisons, la question des violences sexistes et sexuelles s'est invitée à la table. Des millions de personnes ont pris conscience de l'ampleur des violences que subissent les femmes au quotidien. Remarques sexistes, dévalorisation, humiliations, insultes, coups, harcèlement, violences conjugales, agressions, viols, exploitation sexuelle, inceste, mutilations sexuelles, mariages forcés, meurtres... Chaque fois qu'un homme tue, viole, agresse ou harcèle, ce sont toutes les femmes qui ont peur.

#MeToo, cela a aussi été un formidable révélateur à travers le monde : aucune d'entre nous n'est seule.

De Tarana Burke, initiatrice du mouvement #MeToo en 2007 à Fadila, licenciée après une fausse couche sur son lieu de travail à Tourcoing. De Malala, blessée par des talibans à Rokhaya Diallo, insultée quotidiennement parce que femme, noire et féministe. De Marielle Franco, féministe brésilienne assassinée à Marie Laguerre, harcelée et frappée dans la rue cet été. De Nadia Daam, journaliste française harcelée et menacée pour ses positions féministes à cette jeune fille victime

d'un viol filmé à Toulouse et diffusé sur les réseaux sociaux. De Tara Fares, miss Irak, assassinée à Bagdad aux deux jeunes lesbiennes agressées ces jours-ci dans le métro parisien. Des femmes migrantes à celles en situation d'exclusion, à la rue, qui sont victimes chaque jour de ces violences. Comme beaucoup d'entre nous, ces femmes sont victimes de violences, psychologiques, économiques, physiques ou sexuelles, parce qu'elles sont des femmes.

Nous en avons plus qu'assez. L'impunité doit cesser.

Nous marcherons le 24 novembre pour dire haut et fort que nous voulons en finir avec toutes les violences sexistes et sexuelles.

Nous marcherons le 24 novembre car nous sommes convaincues que si nous faisons reculer ces violences, nous ébranlerons ce système injuste que nous subissons toutes à des degrés divers.

Nous marcherons le 24 novembre pour exiger des mesures ambitieuses et des moyens.

Nous marcherons le 24 novembre pour que celles qui viendront après nous vivent dans un monde dans lequel être femme n'expose pas à plus de violences et ne donne pas moins de droits que d'être homme.

Nous marcherons le 24 novembre, rassemblées, pour montrer notre force. Nous sommes des millions : ensemble, nous pouvons changer le monde. Nous appelons toutes celles et ceux qui veulent comme nous en finir avec ces violences à marcher le 24 novembre prochain avec nous.

### **3 - #NousToutes, coup de gueule et gilets jaunes ! - Les effronté-es**

Les effronté-es vous informent que suite à la décision des Gilets Jaunes de manifester ce samedi à Paris, nous devons changer le point de départ de la grande Marche contre les violences sexuelles et sexistes lancée par #NousToutes il y a des mois. Ce ne sera donc pas 14h place de la Madeleine, mais place de l'Opéra.

Les effronté-es en profitent pour exprimer un coup de gueule face à cette actualité si révélatrice du peu de cas que l'on fait de nos luttes. Mobilisées depuis des décennies dans un bain glacé de déni, de dénigrement ou de moqueries, les féministes se battent tous les jours pour mettre le vécu souvent invisible des femmes, les harcèlements, les agressions sexistes et les crimes sexuels, au centre de l'agenda politique.

Avec #MeToo, des milliers de femmes ont pris la parole en chœur pour lever l'omerta, nommer les agresseurs, faire honte aux moqueurs, obliger la société et ses gouvernants à nous entendre. Les violences sexistes et sexuelles ne sont plus notre secret de polichinelle, ENFIN !

Un an plus tard, nous avons décidé de devenir Nous Toutes en appelant à une grande marche. On a sorti l'artillerie lourde, aussi lourde que faibles sont nos moyens. On a lancé une campagne de cofinancement. Des bus et des billets de train ont été réservés pour permettre à des copines des quatre coins du pays de nous rejoindre.

Et là, à moins d'une semaine du 24 novembre... les Gilets Jaunes décident que Paris sera bloquée ce jour-là, et décrètent qu'ils se rassembleront à une station de métro du départ de notre manifestation. Des responsables politiques de tous bords, même ceux qui ont cosigné notre appel et engagé leur organisation, les soutiennent bruyamment, quand ils ne nous avaient soutenu que du bout du Tweet, et encore.

Les effronté-es sont très énervées mais plus motivées que jamais, et déferleront avec encore plus d'énergie pour imposer notre agenda, nos souffrances invisibilisées au jour le jour, jusqu'à la journée internationale contre les violences faites aux femmes.

Rien qu'en ce mois de novembre, une enfant de 13 ans a vu son violeur acquitté, le gouvernement ayant renoncé à instaurer comme promis un âge minimum de consentement. La victime était atteinte d'un handicap cognitif, mais la Justice n'a pas voulu trancher si elle était "consentante", et sa triple situation de vulnérabilité (genre, âge, handicap) n'a pas pesé dans la balance. Quelques jours plus tôt, nous découvrions le cas de Julie, même âge, violée à plusieurs reprises par des pompiers, dont

les crimes triplement aggravés (viol, sur mineure, par des personnes incarnant une autorité) ont été déqualifiés en atteintes sexuelles.

Pour ces innombrables, les effronté-es seront dans la rue et espèrent que ces multiples enjeux ne seront pas ENCORE UNE FOIS invisibilisés.

#### **4 - Le Planning Familial marchera le 24 novembre 2018**

Il y a maintenant presque 20 ans, en 1999, l'Assemblée générale de l'ONU proclamait le 25 novembre « Journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes », en hommage aux 3 sœurs Mirabal, militantes dominicaines, assassinées en 1960, sur l'ordre du chef de l'État de l'époque Rafael Trujillo. Cette journée internationale était l'occasion de dénoncer avec force toutes les violences faites aux femmes.

Depuis le lancement en 2007 par Tarana Burke, activiste afro-américaine, de Meeto, campagne pour les victimes de violences sexuelles, les violences sortent du silence, du déni comme une vague de fond qui crie la sombre réalité que subissent les femmes et l'indignité qui bafoue les droits fondamentaux. Ces violences sont la marque ultime de ce système de domination patriarcal toujours prégnant, qui génère les relations inégalitaires entre les femmes et les hommes, et toutes les discriminations subies par celles et ceux qui ne sont pas dans la « norme ».

En France, le collectif unitaire «Nous Toutes» dont le Planning Familial est partie prenante, a été créé en écho à Metoo ; il a choisi la date du 24 novembre pour lancer une grande marche nationale unitaire et solidaire.

Ce 24 novembre nous marcherons toutes, tous pour dire :

- Faisons reculer les violences faites aux femmes : mieux les accompagner, les protéger et leur rendre justice, c'est déjà ébranler ce système inacceptable pour les femmes.
- Mais faire reculer les violences faites aux femmes, grande cause nationale, est un engagement qui doit avoir les moyens de mesures ambitieuses et concrètes et qui doit être évalué.
- C'est grâce à l'éducation que se construiront d'autres comportements. Pour le Planning Familial l'éducation à la sexualité est un outil de choix pour agir dès le plus jeune âge.

Partout en France, nous marcherons dans les grandes et les petites villes, rassemblées, fortes de notre unité pour dire notre solidarité, car les violences sexistes et sexuelles touchent les femmes de tous milieux, de toutes origines. Nous marcherons pour dire que la violence n'est pas une fatalité, qu'une société égalitaire est possible au-delà des bonnes volontés individuelles, que c'est notre rapport de force qui contribuera à l'obtenir.

Nous marcherons le 24 novembre pour que nos filles, leurs filles, leurs petites filles puissent vivre dans ce monde dignement. Nous marcherons pour que le fait d'être femme ne les expose pas aux violences sexuelles, sexistes, de genre. Nous marcherons pour que le fait d'être femme ne donne pas moins de droits que celui d'être homme.

#### **5 - Le 24 novembre, la Maison des Femmes de Paris marchera avec #NousToutes contre les violences faites aux femmes**

Le 24 novembre, nous marcherons pour en finir avec les violences sexistes et sexuelles. Des milliers de femmes et d'enfants ont subi et subissent encore des violences sexistes et sexuelles, en France et dans le monde. La Maison des Femmes de Paris appelle, avec #NousToutes à marcher le 24 novembre pour en finir avec les violences.

Dans l'espace public, au travail, à la maison, nous exigeons de vivre en liberté, sans injures, ni menaces, ni sifflement, ni harcèlement, sans persécution, ni agressions, sans viols, sans blessures, sans exploitation de nos corps, sans mutilations, sans meurtres.

Aucune femme ne doit souffrir de violences et d'attaque à l'intégrité corporelle parce qu'elle est une femme. Aucune femme ne doit cumuler les violences car elle cumule les discriminations. Nous exigeons que les enfants soient protégés de ces violences.

Nous voulons montrer notre force, notre nombre et notre détermination. Nous voulons affirmer haut et fort notre solidarité avec les victimes. Nous voulons en finir avec l'impunité des agresseurs.

Nous exigeons des mesures ambitieuses et des moyens financiers suffisants pour que l'action publique mette la lutte contre les violences en top des priorités : éducation dès le plus jeune âge, formation obligatoire des professionnel-les, application de l'ordonnance de protection, augmentation des moyens pour accueillir les femmes victimes...

Nous allons marcher pour montrer notre nombre, notre force et notre détermination. Après #MeToo, devenons #NousToutes. Nous invitons toutes celles et ceux qui veulent comme nous mettre fin aux violences sexistes et sexuelles à marcher avec nous.

## **6 - #NousToutes, Engageons-nous contre les violences faites aux femmes - ADSF, Agir pour la santé des femmes**

Chaque jour, nous rencontrons des femmes qui ont été ou sont victimes de violences. Ces violences sont multiples, se cumulent et sont bien souvent liées entre elles.

Elles sont d'abord ce qui motivent généralement le départ du pays d'origine des femmes que nous rencontrons : la plupart ont été victimes de violences conjugales ou familiales, de mariages forcés ou de mutilations sexuelles.

Le parcours de migration est également bien souvent synonyme de violence : de nombreuses personnes nous rapportent des cas de viols, d'esclavage et de tortures.

Enfin, les violences sont aussi exercées une fois que les femmes sont sur le sol français. Les femmes que nous rencontrons sont sans ressource et vulnérables, elles sont, dans la rue ou dans des hôtels, victimes de viols et d'agressions. Nous accompagnons également des femmes qui sont victimes de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et qui sont sous emprise d'un réseau qui les menace physiquement elles et leurs familles.

La violence est loin d'être seulement physique. Le sentiment d'insécurité, la précarité économique, l'inquiétude et l'angoisse constantes ressenties par ces femmes sont aussi des formes de violence extrêmes.

Pour en finir avec les violences, nous vous donnons rendez-vous :

- Samedi 24 Novembre pour la marche nationale #NousToutes
- Lundi 26 Novembre pour le vernissage de notre exposition A la rencontre des femmes oubliées dans les futurs locaux de la Cité des Dames
- Mardi 4 Décembre à la Nuit des Relais pour nous encourager et soutenir un mouvement national de lutte

## **7 - Stop aux violences masculines : Osez le Féminisme ! se mobilise les 24 et 25 novembre**

Depuis sa création, Osez le Féminisme ! lutte tous les jours contre les violences masculines : au travail, dans la rue, dans la sphère familiale ou médicale.... L'égalité entre les femmes et les hommes n'est possible qu'en mettant fin aux violences massives commises contre les femmes et les enfants, ainsi qu'au système organisant l'impunité des agresseurs. Harcèlement sexuel, agressions, viols, pédocriminalité, proxénétisme et traite, féminicides ; les violences sont multiples, leur éradication demande un engagement sans faille.

Le 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences masculines sert de point de ralliement à la mobilisation féministe.

Cette année encore, Osez le Féminisme ! organisera des événements partout en France le week-end du 24 et 25 novembre, et sera présente à la manifestation parisienne du samedi pour continuer à porter haut et fort ce combat.

Les derniers mois ont été marqués par des prises de parole courageuses dénonçant les multiples violences subies. Un an après #MeToo, les réponses et les moyens se font attendre et ne répondent pas à l'urgence de protéger les femmes. Alors qu'en 2017, le gouvernement annonçait faire de la lutte contre les violences faites aux femmes sa priorité, nous n'avons pu que constater le manque cruel des moyens : formation des professionnel·les de police, justice et médecine sur le continuum des violences et leur prise en charge, moyens dédiés aux associations accompagnant les victimes, éducation non sexiste... Osez le Féminisme ! propose depuis longtemps des solutions, et réclame plus que jamais leur mise en oeuvre.

- 225 000 femmes victimes de violence physique et/ou sexuelle par le conjoint ou ex-conjoint ;

- 1% des violeurs condamnés ;

- 1 femme tuée tous les 3 jours et demi sous les coups de son conjoint.

Ces chiffres ne sont pas ceux de faits divers, pas plus qu'une fatalité. Ils montrent au contraire la responsabilité d'une société qui, en acceptant le patriarcat, protège les agresseurs.

Nous ne nous résignerons jamais à ce que les inégalités et la haine fassent de si nombreuses victimes. Les militant.es d'Osez le Féminisme ! seront mobilisé.e.s partout en France et en Suisse jusqu'à l'abolition des violences patriarcales.

## **8 - #NousToutes : EELV marchera le 24 novembre pour dire STOP aux violences sexuelles et sexistes**

Un an après #MeToo, la prise de conscience de l'ampleur des violences sexuelles et sexistes reste timide. La réaction n'est pas à la hauteur et les violences sexuelles et sexistes sont encore largement banalisées par les institutions policières, judiciaires et médicales, par une partie des médias et de l'opinion publique. Nous refusons de l'accepter !

Parce que les violences sexistes et sexuelles font partie du quotidien des femmes aujourd'hui en France et que ce constat nous est insupportable ; Parce que l'action publique fait encore défaut alors qu'une volonté politique urgente, des politiques de prévention, de protection et de sanction sont une urgence absolue ; Parce que s'attaquer aux violences sexistes et sexuelles c'est prendre conscience des nombreuses oppressions et discriminations qui se sur-ajoutent ;

Parce que #NousToutes, c'est bien de toutes les femmes qu'il s'agit. Aucune ne doit être mise de côté, d'autant moins toutes celles d'entre nous qui cumulent plusieurs oppressions et discriminations. Pour beaucoup d'entre nous, les agressions sexuelles et sexistes constituent une expérience inséparable du racisme, du validisme, de la précarité. Cette lutte doit inclure les droits de toutes les personnes discriminées, y compris les personnes trans, intersexes et lesbiennes, en situation de handicap, victimes du système prostitueur, personnes racisées, migrantes, etc

Pour toutes ces raisons, Europe Ecologie les Verts s'engage chaque jour contre les violences sexistes et sexuelles et participera à la marche contre les violences organisée samedi 24 novembre à la veille de la journée mondiale contre les violences faites aux femmes, et appelle à se mobiliser avec #NousToutes.

Le 24 novembre, faisons nombre pour que la peur et la honte change de camp !

Pour une véritable action publique, Europe Écologie - Les Verts demande un plan d'action d'urgence contre les violences, qui mettra la réponse à la hauteur de l'enjeu :

- prévention (campagnes nationales bi-annuelles) et formation obligatoire (des élu-e-s, des services de santé, police et justice, équipes éducatives, psychologues et personnel médical) ;

- accompagnement et écoute des victimes améliorés à chaque étape (multiplication des centres d'hébergements et logements dédiés, accès prioritaire aux logements sociaux, garantie du choix

pour les victimes de pouvoir rester chez elles et en sécurité) ; amélioration de la mise en œuvre de l'ordonnance de protection, garantie du droit au séjour pour les femmes migrantes victimes de violences, généralisation des lieux d'accueil pour les victimes au sein des commissariats pour recueillir les plaintes.

- fin de l'impunité (spécialisation de la justice en matière d'infractions sexuelles et de violences faites aux femmes, renforcement important des moyens de la justice pour améliorer le traitement des affaires pénales et l'application des peines des personnes condamnées, la fin de la pratique, actuellement massive, de correctionnalisation des viols, reconnaissance du féminicide, un âge sous lequel l'atteinte sexuelle serait criminalisée, véritable protection des mineur-e-s, inversion de la charge de la preuve qui ne doit plus peser sur les victimes mais sur les présumés accusés). Nous demandons également que les différent-e-s intervenant-e-s de la chaîne judiciaire soient mieux formé-e-s et que les femmes soient moins souvent obligées de répéter leur témoignage.

Plus largement, les violences physiques, sexuelles et psychologiques que nous subissons ne sont pas uniquement le résultat d'actes individuels, mais d'une société patriarcale et capitaliste. Nous continuons à lutter contre des politiques économiques libérales socialement injustes, contre la violence étatique et pour un changement de mentalité vers une société féministe.

Nous marcherons avec #NousToutes le 24 novembre et nous participerons aux actions à travers la France à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

## **9 - #SansNous pour la marche du 24 novembre, #PPDC Plus Petit Dénominateur Commun, #NousLesFemmes Nous valons mieux que ça ! - Femmes Solidaires**

Nous n'irons pas marcher le samedi 24 novembre. Nous avons collectivement pris cette décision au vu des différentes positions exprimées lors des initiatives de préparation. Cette décision est lourde de sens, mais nous l'avons prise en pleine conscience de nos responsabilités de mouvement féministe rassemblant 190 associations locales en France et sur la base de deux valeurs qui nous animent et constituent l'ADN de notre engagement.

Nous sommes abolitionnistes. Nous nous inscrivons dans le combat avant-gardiste du Mouvement pour l'abolition de la prostitution et de la pornographie (MAPP). Femmes solidaires a participé depuis plusieurs décennies à toutes les luttes contre le système prostitutionnel qui fait de la marchandisation des corps une machine de guerre contre l'intégrité des femmes et encourage toutes les autres violences faites aux femmes. Organisées au sein de *Abolition 2012*, nous sommes fières d'avoir, à notre niveau, accompagné l'adoption d'une loi abolitionniste en France : la loi du 13 avril 2016, visant au renforcement de la lutte contre le système prostitutionnel et à l'accompagnement des personnes prostituées. Certaines associations ouvertement réglementaristes ont déposé il y a quelques jours une question prioritaire de constitutionnalité pour revenir sur la pénalisation des clients prostitueurs. Nous devons d'autant plus être claires sur la prostitution : elle est, à toute époque, en tout contexte, une violence patriarcale qui ne concerne pas seulement les victimes directes de la prostitution et de la traite mais également toutes les femmes en affirmant que l'on peut acheter leur corps, contrôler leur sexualité.

*Nous sommes universalistes* : Aujourd'hui, deux courants se font face dans notre monde et aussi dans notre pays. Il y a d'un côté le relativisme culturel, véritable fléau à l'échelle de la politique française et sur l'échiquier international, qui tente de diviser les femmes, de les renvoyer à leur culture, leur pays, leur quartier, leur communauté, voire leur religion. De l'autre, le courant universaliste qui défend l'idée que les femmes doivent bénéficier des mêmes droits quels que soient leur culture, leurs convictions philosophiques, religieuses, leurs croyances, le lieu où elles sont nées. Nous sommes de ce courant. Nous nous opposons à la «racialisation» des luttes qui, au nom des spécificités culturelles, de l'identité ou de la religion, relativise la question des droits fondamentaux des femmes, en tête desquels le droit des femmes à disposer de leur corps. Pour

nous, la laïcité demeure le seul cadre législatif garantissant les droits égaux à toutes les femmes, les religions n'ayant jamais donné de droits nouveaux aux femmes, ni même garanti ceux déjà acquis. Nous voulons un alignement des droits des femmes par le haut dans un cadre universaliste. Enfin, Femmes solidaires considère que les violences faites aux femmes sont un continuum. Elles ne sont pas une suite de faits divers. Demander légitimement la fin de l'impunité des violeurs n'a aucun sens si nous acceptons par ailleurs le viol organisé et réglementé qui porte un nom : la prostitution, si nous acceptons les dogmes religieux comme des normes à respecter. Il faut arrêter avec les traitements symptomatiques des violences faites aux femmes et cela ne passe pas par le plus petit dénominateur commun mais par des bouleversements systémiques. La stratégie du plus petit dénominateur commun peut révéler l'ampleur du phénomène des violences à court terme, mais sera contre-productive à long terme si nous ne remettons pas en cause les systèmes d'oppression des femmes dont le patriarcat et les dogmes religieux.

Nous restons solidaires de toutes les femmes donc pensons que nous valons mieux que le plus petit dénominateur commun.

## **10 - Tribune - L'appel de 250 personnalités pour en finir avec les violences sexistes - médiapart.fr**

Elles s'appellent Fatima, Marie, Rokhaya, Nadia. Elles ont été harcelées dans la rue ou sur les réseaux sociaux. Elles s'appellent Laura, Marine, Leïla. Elles ont été harcelées sexuellement au travail. Elles s'appellent Mié, Caroline, Lauriane. Elles ont été violées par un proche, certaines lorsqu'elles étaient enfants. Elles s'appelaient Amélia, Raouiyah, Magali, Jasmine, Razia. Elles ont été tuées par leurs conjoints ou leurs ex-compagnons.

*Nous ne voulons plus de ces violences* : Selon l'Organisation des Nations Unies, une femme sur trois subira des violences au cours de sa vie. En France, chaque jour, plus de 250 femmes sont violées\*. Une femme sur 3 a déjà été harcelée ou agressée sexuellement au travail\*. 16% de la population a été victime de violences sexuelles pendant son enfance\*. Certaines femmes sont particulièrement touchées par ces violences, en raison de leur handicap, leur couleur de peau, leur situation de précarité, de leur origine ou leur orientation sexuelle, tout comme les personnes transgenres ou intersexes.

Les violences sexistes et sexuelles empêchent plus de la moitié de l'humanité, les femmes et les filles, d'exercer leurs droits fondamentaux. Elles bouleversent leur vie entière.

*Nous ne voulons plus de ces violences* : Les solutions sont connues. Elles sont portées de longue date par les associations qui accueillent, avec des moyens dérisoires, des femmes victimes partout en France. Nous avons besoin de politiques publiques ambitieuses de prévention qui pourraient changer les comportements, comme elles l'ont fait pour des sujets de santé publique. Nous avons besoin d'une éducation obligatoire dès le plus jeune âge à la non-violence et à l'égalité filles - garçons, d'une formation systématique des professionnel.le.s qui accueillent les victimes, de l'utilisation effective des outils de protection prévus par la loi, de l'augmentation significative des moyens alloués aux associations et de places suffisantes pour l'hébergement des femmes victimes.

Nous signons ce texte car nous avons été victimes ou parce que nos sœurs, nos mères, nos amoureuses, nos collègues ou nos amies l'ont été. Nous signons ce texte parce que nous sommes solidaires. Nous signons ce texte car nous voulons agir. Nous ne voulons plus de ces violences.

Chacune et chacun d'entre nous, à notre niveau, nous pouvons devenir un maillon de la chaîne pour lutter contre ces violences. En sensibilisant nos entourages, en réagissant lorsqu'un propos sexiste ou relevant du harcèlement sexuel est tenu dans les repas de famille, dans la rue ou au travail. En entendant, en croyant et en accompagnant les victimes qui nous parlent vers des associations qualifiées pour les aider.



Samedi 24 novembre, à la veille de la journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, nous appelons à marcher, pour dire stop aux violences sexistes et sexuelles. Parce que nous ne voulons plus de ces violences.

**11 - Tribune : Syndicalistes, le 24 novembre, nous marcherons - CFTD, CGT, FSU, US Solidaires - lemonde.fr**

Au travail, dans le secteur privé ou dans la fonction publique, les femmes ne sont pas épargnées par le sexisme et les violences sexuelles. 80% des femmes déclarent y avoir déjà subi des propos sexistes\*, 32% du harcèlement sexuel ou une agression sexuelle\*. Plusieurs milliers de femmes sont violées chaque année sur leur lieu de travail\*.

Qu'elles soient le fait d'employeurs, de supérieurs hiérarchiques, de collègues ou d'usagers, ces violences ont des conséquences sur l'état de santé des victimes, elles impactent leur entourage, elles ont des répercussions sur leurs conditions de travail et le déroulement de leur carrière

Cette réalité, inadmissible, n'est pas une fatalité : des solutions existent qui nécessitent une réelle volonté politique et des moyens au-delà des déclarations d'intention,

Les violences contre les femmes au travail font encore grandement partie de nos angles morts. Ce qui se passe dans les entreprises ou les administrations ne relève pas seulement d'un rapport individuel entre des collègues ou entre l'encadrement et les salarié.e.s.

L'employeur du secteur privé ou de la Fonction publique a une obligation inscrite dans la loi de prendre "les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs". Les victimes qui dénoncent les violences subies doivent être protégées dans leur carrière et leur emploi. Elles doivent pouvoir bénéficier d'aménagements d'horaires et de poste, de congés, de mobilité fonctionnelle ou géographique à leur demande, de soins. Il doit être mis en place des sanctions envers les employeurs qui licencient des victimes ou les témoins de harcèlement, de violences et de discriminations. Nous avons besoin que les instances représentatives du personnel disposent des moyens suffisants pour exercer leurs missions et prérogatives contre les violences sexistes et sexuelles.

Dans la Fonction publique, les ministères, les collectivités, les établissements de santé sont loin d'être exemplaires en matière de prévention des violences, de protection des victimes et de sanctions des agresseurs. Nous exigeons la déclinaison et la mise en œuvre effective au plus près des lieux de travail de mesures contraignantes pour la prévention et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. C'est pourquoi, nous, syndicalistes, nous marcherons avec #NousToutes, partout en France, le 24 novembre prochain.

Nous, syndicalistes sommes [engagé.es](https://www.engagé.es) pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles sur nos lieux de travail et dans nos organisations. Parce que des collègues nous alertent sur certains comportements délictueux. Parce que des femmes victimes viennent nous solliciter pour trouver des solutions. Parce qu'elles se retrouvent face à des employeurs ou des directions qui refusent bien souvent de traiter les violences, de prendre des mesures de préventions, de mener une enquête, de sanctionner l'agresseur et d'accompagner les équipes, préférant changer la victime de poste pour surtout, "ne pas faire de vagues".

Le 24 novembre prochain, avec #NousToutes, nous marcherons, partout en France, pour dire stop aux violences sexistes et sexuelles que subissent les femmes au travail. Nous marcherons pour exiger des règles strictes, dans les entreprises pour protéger les femmes de ces violences et la mise en place de moyens de prévention et de contrôle. Nous marcherons pour exiger la création d'une obligation de négocier sur les violences sexistes et sexuelles dans tous les lieux de travail. Nous marcherons pour exiger de l'Etat employeur une exemplarité dans la fonction publique. Nous marcherons pour qu'en 2019 l'Organisation Internationale du Travail (OIT) adopte une nouvelle convention contre les violences et le harcèlement au travail.

Nous marcherons parce qu'aucune femme ne doit être victime de violences sexistes et sexuelles. Ni au travail, ni ailleurs.

## **12 - Tribune jeunes : Face à la culture de l'impunité : sororité ! - terrafemina.fr**

Elles sont 250 jeunes femmes, lycéennes, étudiantes, militantes. Comme tant d'autres, elles subissent, au quotidien, les violences sexistes et sexuelles. Et elles refusent ces mots, ces actes, ces discriminations, ces silences. Alors que ce week-end sera rythmé par la marche #NousToutes le 24 novembre et par la Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes le 25 novembre, Terrafemina publie la tribune de ces femmes qui réclament la fin de l'oppression et de l'impunité. Parce qu'elles ne peuvent plus laisser faire, parce qu'elles ne peuvent plus se taire.

Nous, jeunes femmes, lycéennes et étudiantes, refusons de nous taire face aux violences sexistes et sexuelles dont nous sommes quotidiennement la cible, et ce, en toute impunité. Alors que partout dans le monde les femmes réclament la fin de l'oppression, nous payons encore tout au long de notre vie les conséquences d'une société demeurant patriarcale.

Ainsi, dans la rue, nous avons développé nos propres techniques de survie frôlant le sixième sens. Nous refusons que les générations futures soient elles aussi dans l'obligation de vivre dans la peur, et ce, à cause de la domination masculine encore visible dans l'espace public. Le quotidien de chacune est rythmé par les insultes, humiliations et regards soutenus nous déshumanisant et faisant de nous des "bouts de chairs ambulants". Ceci n'est pas un euphémisme, mais bel et bien la réalité vécue par les femmes.

Nous, femmes plurielles, payons chaque jour, le prix de nos différences, de nos choix vestimentaires, de nos relations amoureuses et sexuelles, et de notre comportement dans l'espace public. Nous souhaitons réaffirmer que notre présence dans chaque lieu et à toute heure de la journée et de la nuit est légitime.

Nous supportons aussi ce calvaire dans un lieu où l'apprentissage s'effectue très tôt et se poursuit jusqu'à l'âge adulte : l'école. Des humiliations sexistes dans les salles de classe aux agressions sexuelles, nous, jeunes femmes, grandissons dans un environnement où nous nous sentons dévalorisées, humiliées et réduites à l'état d'objet. Il est intolérable qu'encore aujourd'hui les lycées et universités demeurent des terrains fertiles à la perpétuation des discriminations et violences sexistes et sexuelles. Nous dénonçons cette éducation à deux vitesses, où la tenue vestimentaire des jeunes femmes semble être plus importante que leurs compétences intellectuelles, et où l'on préfère mettre en péril leur éducation et leur épanouissement personnel, plutôt qu'apprendre aux hommes à respecter les femmes.

*Le féminisme est un devoir* : "Portez-plainte !" nous dirons-nous. Mais alors que seulement 1% des viols sont condamnés, tout porte à croire que l'on incite les femmes à se terrer dans le silence.

S'il est certain que ces violences nous touchent toutes, certaines d'entre-nous sont également les cibles de multiples formes de discriminations violentes et dégradantes liées à leurs religions supposées, leurs origines, leurs orientations sexuelles, leurs physiques etc. Ainsi, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles doit aller de pair avec la lutte contre le racisme, la LGBTIphobie, le validisme, la grossophobie ou encore l'islamophobie. Ces discriminations rendent les femmes encore plus vulnérables. Nous soutenons chaque femme et chaque personne se définissant comme telle, dans ses choix vestimentaires, ses choix de vie, et son souhait de disposer de son corps comme elle le souhaite.

La pauvreté est sexiste, et nous la dénonçons : les jeunes femmes sont les principales victimes des emplois précaires, des mauvaises conditions de travail, des temps partiels imposés et de la non-prise en considération de leurs besoins biologiques.

Nous ne pouvons tolérer ces inégalités et patienter jusqu'à 2168 pour parvenir à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, et nous nous révoltions contre la culture d'impunité qui perdure et

banalise le harcèlement sexuel au travail. De plus, la "taxe tampon", bien que revue à la baisse, constitue encore une violence économique contre les femmes, dont les jeunes femmes précaires sont particulièrement vulnérables. Nous refusons que nos menstruations renflouent à nos dépens les caisses des entreprises et exigeons un véritable accompagnement de l'Etat.

Alors que l'égalité entre les femmes et les hommes devait être la "grande cause du quinquennat" du président Macron, nous constatons qu'une fois de plus, la vie des femmes est reléguée au second rang. Le féminisme ne peut être un badge à arborer lors de grands meetings permettant aux politiques d'avoir la conscience tranquille. C'est un engagement personnel et collectif, c'est un devoir, c'est un changement radical de société à réaliser tou.te.s ensemble. Le destin de la moitié de la population de ce pays doit avoir plus de visibilité et être réellement pris au sérieux.

*Nous refusons d'être bâillonnées, invisibilisées et réduites au silence* : Nous refusons ainsi que notre cause soit une énième fois instrumentalisée par le gouvernement et exigeons un plan d'urgence national œuvrant dès le plus jeune âge pour éradiquer les violences sexistes et sexuelles faites aux filles et aux femmes.

Les lycées, les universités et établissements d'enseignements supérieurs, demeurent des hauts lieux de reproduction des stéréotypes de genre avilissant et humiliant pour les femmes. Or, l'idéal républicain d'émancipation à travers l'éducation ne demeurera qu'un mythe si la moitié des élèves y sont discriminées pour la seule et unique raison d'être une femme ou de se définir comme telle.

Nous refusons d'être bâillonnées, invisibilisées et réduites au silence. Nous ne nous excuserons pas d'être diverses et d'avoir fait le choix de ne pas rentrer dans le schéma imposé de l'hétéronormativité. Nous sommes des millions de femmes indignées et actrices du changement, bien décidées à faire sororité car notre diversité est notre force. Le 24 novembre, nous investirons la rue main dans la main pour crier de toute notre âme notre ras-le-bol et notre détermination à faire de cette société un monde meilleur pour les jeunes femmes d'aujourd'hui et de demain.

Nous Toutes, le 24 novembre, nous marcherons ensemble, unies, et en communion pour crier toutes d'une seule voix la fin de l'impunité et affirmer notre sororité face aux violences sexistes et sexuelles !

### **13 - Tribune des journalistes : #NousToutes : 400 femmes journalistes appellent à marcher samedi contre les violences sexistes et sexuelles - franceinfo.fr**

Alors que des milliers de personnes sont attendues samedi 24 novembre à Paris et dans plusieurs villes de France pour dire "stop" aux violences sexistes et sexuelles, 409 femmes journalistes publient une tribune sur franceinfo, vendredi, pour expliquer pourquoi elles prendront part au mouvement #NousToutes. Dénonçant le sexisme et les violences sexuelles au sein des rédactions, elles pointent également du doigt les inégalités professionnelles et salariales entre les femmes et les hommes journalistes. Elles s'expriment ici librement.

Déterminé·e·s à en finir avec les violences sexistes et sexuelles, plusieurs dizaines de milliers de femmes et d'hommes ont annoncé qu'elles et ils manifesteront le 24 novembre 2018 sous le mot-dèse #NousToutes.

Nous, femmes journalistes, ferons partie du mouvement. Pour qu'il ne soit un jour plus possible d'asséner cette vérité : chaque jour, en France, des femmes sont harcelées, menacées, violentées, violées, tuées parce qu'elles sont des femmes.

*La presse pas épargnée* : Une partie de la presse française s'est mobilisée pour rendre compte, depuis un an, du phénomène #MeToo. De nombreux témoignages, reportages, enquêtes ont été publiés et ont contribué à faire la lumière sur les violences que subissent les femmes au quotidien dans la culture, le sport, les grandes écoles, au bureau ou à l'usine. Il n'est plus possible d'ignorer que les violences contre les femmes ne sont pas des faits divers isolés, des histoires insolites que

l'on tourne en dérision dans un titre. Les violences contre les femmes sont systémiques et doivent être traitées comme telles dans nos journaux, sur nos sites d'information et sur nos antennes. Nous avons toutes des histoires à raconter. En tant que témoins directs, confidentes, ou en tant que victimes. C'est un chroniqueur en vue qui s'en prend à une consœur dans un couloir. Un producteur qui lance des commentaires sexistes à ses collaboratrices. Un reporter qui insiste et insiste encore pour "boire un verre" avec une étudiante en journalisme. Un présentateur qui fait des allusions sexuelles lourdes à une future stagiaire. Un journaliste qui menace une femme refusant ses avances. Ce sont des mains sur les fesses, sur les cuisses, des messages nocturnes inappropriés, des propositions déplacées.

*Quand des sources profitent de la situation de dépendance qu'elles ont créée :* Certaines sources, aussi, profitent de la situation de dépendance qu'elles ont instaurée. En mai 2015, des femmes journalistes politiques dénonçaient dans Libération ces situations d'abus de la part d'hommes "issus de toutes les familles politiques sans exception". Elles disaient "bas les pattes". Le journalisme politique n'est pas la seule spécialité à connaître ce fléau.

En 2016, les femmes représentaient 37% des rédacteurs et rédactrices en chef et 25% des directeurs et directrices de publication ou de rédaction\*. Les postes de CDD et de pigistes sont majoritairement occupés par des femmes. Tant que les postes-clés seront attribués aux hommes, tant que les inégalités salariales perdureront, les situations de harcèlement et de violence sexuelle continueront d'autant plus.

#### **14 - Tribune des médecins - Être un partenaire de la santé des femmes - Le Monde**

Tous les jours, des enfants, des adolescentes et des femmes sont victimes de violences sexistes et sexuelles dans la rue, à la maison, dans les transports, à l'école, au travail, dans les cabinets médicaux, en clinique et à l'hôpital... Plus de 90 000 femmes sont victimes de viols et de tentatives de viols chaque année. Plus de 225 000 femmes sont battues, ou violentées par leurs conjoints ou ex-conjoints et des milliers subissent du harcèlement sexuel.

Ces victimes sont aussi des patientes avec des troubles psychotraumatiques consécutifs aux violences qu'elles ont subies et qui ont un impact considérable sur leur santé mentale et physique à long terme. On ne peut plus nier la réalité de ces violences et la gravité de leurs conséquences sur leur santé dans notre prise en charge, sous peine d'une perte de chance intolérable pour ces filles et ces femmes, et de rajouter de la violence à la violence.

Les violences obstétricales ont été dénoncées dans le rapport de l'Académie nationale de médecine, que nous plébiscitons - « de la bienveillance en obstétrique : la réalité du fonctionnement des maternités. ».

Dans ce rapport, le professeur René-Charles Rudigoz, de l'Académie nationale de médecine dit ceci : « On a pu... constater que les impératifs de sécurité étaient bien remplis mais que l'humanité de l'accouchement laissait parfois à désirer. ... Des améliorations sont donc à envisager ..., le recueil d'informations ... sur les pratiques de chaque établissement ... afin que chaque patiente puisse choisir son établissement et émettre éventuellement son avis. ».

*Position de vulnérabilité :* Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes a alerté sur « les actes sexistes durant le suivi gynécologique et obstétrical ». Les violences obstétricales et gynécologiques, les violences sexistes, toutes les formes de discrimination sont une triste réalité reconnue désormais par l'état. Il est nécessaire d'écouter et de croire ces victimes qui en souffrent. Une prise de conscience urgente de nos professions s'impose à nous.

Même si une patiente dit «oui» elle a le droit de revenir sur sa décision. Aucun consentement n'est implicite. Aucun examen forcé ne servira le bien-être d'une patiente. Toute pénétration du corps, par quelque moyen que ce soit, et ce même dans un cadre médical, peut être traumatisante pour toutes les filles, et toutes les femmes. Tout acte médical doit être expliqué à la patiente. Elle doit

toujours donner son accord, conformément à la Kouchner de 2002.

Nous voulons être un partenaire de la santé des femmes. Toutes les patientes sont en position de vulnérabilité car elles sont en attente de diagnostic, en demande de prescription, ou dans le besoin d'être soignées... Nous devons prendre conscience de cette réalité dans notre prise en charge pour ne pas causer de la maltraitance .

Nous voulons promouvoir l'autonomie des femmes, respecter leurs choix et leurs droits. Nous souhaitons mettre au cœur de notre pratique un accompagnement humain spécifique à chaque patiente afin de prévenir ces violences. Mettons nos compétences médicales, paramédicales au service des patientes. Et soyons mieux formés à dépister et accompagner les victimes de violences sexuelles et obstétricales.

Nous, professionnel-les de la santé et futurs professionnel-les, nous marcherons le 24 novembre avec toutes les femmes.

*Baptiste Beaulieu, Chantal Birman, Ghada Hatem, Gille Lazimi, Muriel Salmona, Martin Winckler.*

### **15 - À qui profitent les divisions entre féministes ? - Mymy - <http://www.madmoizelle.com>**

Le 24 novembre, la veille de la journée de lutte contre les violences faites aux femmes, aura lieu une marche féministe, initiée par Caroline de Haas (cofondatrice historique d'Osez le Féminisme), sous la bannière #NousToutes.

*#NousToutes, c'est quoi ?* : Esther en a déjà parlé sur madmoiZelle et a relayé la tribune de 600 femmes parue sur *France Info* : « Nous marcherons le 24 novembre pour dire haut et fort que nous voulons en finir avec toutes les violences sexistes et sexuelles. Nous marcherons le 24 novembre car nous sommes convaincues que si nous faisons reculer ces violences, nous ébranlerons ce système injuste que nous subissons toutes à des degrés divers. Nous marcherons le 24 novembre pour exiger des mesures ambitieuses et des moyens. Nous marcherons le 24 novembre pour que celles qui viendront après nous vivent dans un monde dans lequel être femme n'expose pas à plus de violences et ne donne pas moins de droits que d'être homme. Nous marcherons le 24 novembre, rassemblées, pour montrer notre force. »

Une marche de féministes, donc, mais aussi et surtout une marche de femmes manifestant pour appeler à la fin des violences sexistes et sexuelles.

*#NousToutes, victimes de sexisme* : « Une marche pour dire : #NousToutes, nous sommes victimes du patriarcat. #NousToutes, nous avons été élevées dans la peur. #NousToutes, nous avons appris que dans l'espace public, nous ne sommes pas les bienvenues. #NousToutes, nous adaptons la longueur de nos jupes ou la profondeur de nos décolletés aux rues que l'on doit traverser, à l'heure à laquelle nous comptons rentrer. #NousToutes, nous avons été harcelées en ville, en campagne, dans les transports, en cours, au travail. #NousToutes, nous avons été vulnérables face à la violence sexiste, face aux agressions sexuelles et aux viols dont les femmes forment l'immense majorité des victimes. #NousToutes, nous marchons pour dire : nous en avons assez. #NousToutes, une initiative spécifique

*#NousToutes, dès le départ*, est une initiative relativement isolée. L'ambition n'a jamais été d'effacer les divergences entre les différents courants féministes ; simplement de les mettre entre parenthèses le temps d'une mobilisation, sous un mot d'ordre clair. #NousToutes rassemble donc une population hétérogène. Diverses associations, groupuscules, et autres organes féministes y cohabitent... Mais comme la cohabitation est loin d'être simple.

*Quand #NousToutes se divise : Des différences d'opinion, de valeurs, créent #NousAussi, un slogan séparé pour mettre en avant celles qui ne se sentent pas assez représentées dans le féminisme « mainstream ». Ces mêmes différences accouchent de #PasToutes, le mot d'ordre de celles pour qui la prostitution est une inacceptable violence, et qui ne veulent pas marcher aux côtés du STRASS, le Syndicat du Travail Sexuel.*

Bien des femmes, je l'espère, défileront le 24 novembre, mais pas forcément sous les mêmes panneaux, pas avec les mêmes chants ni les mêmes slogans. Je ne peux m'empêcher de me dire que ça me désole...

*Est-ce impossible de dire #NousToutes ?* Loin de moi l'idée d'ordonner à quiconque comment militer ; si unetelle veut se désolidariser de tel collectif, mais marcher malgré tout, eh bien c'est son choix, et son droit. Mais le message me semblait, pour une fois, faire l'unanimité. Le slogan aussi. #NousToutes. Car au-delà des problématiques internes à tout mouvement militant, eh bien oui, #NousToutes vivons le sexisme. #NousToutes en avons assez.

*Même pour une évidence, l'union est compliquée :* Je ne prétends pas juger celles et ceux pour qui il est important de marquer leur spécificité, leur place au sein du féminisme. Car comme bien des courants visant à changer le monde, le féminisme est pluriel, composé de personnes et de groupes pas toujours d'accord à 100%. Et il est essentiel que le féminisme reste pluriel ; il est essentiel que chacun et chacune puisse y trouver sa place, sa voix et sa voie.

Je ne veux pas d'un dogme rigide auquel il faudrait prêter allégeance et se taire. Mais j'ai un pincement au cœur en constatant que même pour défendre une évidence, même pour souhaiter la fin des violences sexistes et sexuelles, nous, les féministes, ne parvenons pas à nous « mettre d'accord » le temps d'une marche.

*Face à l'urgence, ne pourrions-nous pas nous unir ?* Dans mon cœur et mes tripes, je ressens l'urgence de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Je ressens, car je suis victime, comme #NousToutes, comme mes sœurs, mes amies, mes tantes, ma mère, toutes les inconnues avec lesquelles je partage cette conscience profonde d'être femme, ancrée dans la chair et dans l'esprit. Je ne blâme pas celles et ceux qui ont voulu se « désolidariser » : encore une fois, tout le monde est libre de militer à sa façon. Je me dis juste qu'en face, dans le camp des agresseurs et des violeurs, dans le camp des « c'est pas si grave » et des « t'as vu comment elle était habillée »...

Toutes ces histoires d'associations féministes plus ou moins d'accord doivent être bien rassurantes. Tout ce temps, toute cette énergie passée à débattre de qui a ou non sa place dans cette marche, de comment signifier sa différence avec un autre hashtag... C'est autant de temps et d'énergie qui n'est pas passée à changer la donne pour ces agresseurs jouissant trop souvent d'une tranquille impunité.

*#NousToutes, nous sommes d'accord sur le fond :* Je marcherai le 24 novembre, et je vous avoue que je me fous de savoir si je marcherai avec #NousToutes, #NousAussi ou #PasToutes, avec X ou Y. Je sais que je marcherai avec des gens voulant la fin des violences sexistes et sexuelles. Et j'ai tendance à dire que tant qu'on est d'accord là-dessus, c'est l'essentiel.

## **16 - Les féministes divisées avant la marche du 24 novembre contre les violences sexuelles - Aude Lorriaux - slate.fr**

Sur Twitter, elle est labellisée sous le hashtag #NousToutes. Le 24 novembre prochain aura lieu une grande marche contre les violences sexistes et sexuelles. Une marche qui s'organise depuis des mois, sous la houlette de la militante Caroline De Haas, et qui cette année promet d'être très fournie. Mais des voix discordantes se font entendre: s'estimant être «au premier rang des violences sexistes et sexuelles» mais pas «au centre» de la marche, un collectif d'associations a fait scission.

Au lieu de dire «Nous toutes», elles disent #NousAussi, en critiquant leur «effacement des luttes féministes». Elles, ce sont l'association de féministes musulmanes Lallab, le collectif afroféministe Afro-Fem, l'association Handi-Queer, le groupe La Chapelle Debout, le Strass (Syndicat du travail sexuel) ou encore l'association parisienne pour les personnes trans\*, Acceptess-T. En tout une cinquantaine d'associations qui, dans un texte sur Mediapart, appellent à rejoindre la marche, mais en quelque sorte «à côté» des organisatrices : «En disant "nous aussi", nous voulons faire entendre les voix de celles pour qui les violences sexistes et sexuelles sont une expérience inséparable du racisme, du validisme, de la précarité, qui définissent nos quotidiens: les violences sexuelles que nous subissons sont souvent pour nous l'aboutissement de notre domination matérielle, économique et sociale dans chacun des aspects de nos vies, que ce soit au travail, à la fac, dans la rue, à la maison ou face à des policiers. [...] En disant "nous aussi", nous nous assurons que les luttes des travailleuses du sexe soient parties prenantes des luttes féministes, et dénonçons à leurs côtés le harcèlement policier dont elles font l'objet et qui favorise les violences quotidiennes auxquelles elles doivent faire face.»

*Crispations autour de la prostitution et du racisme* : À côté de cette première voix discordante a surgi une deuxième, sous le slogan #PasToutes, à qui il «apparaît totalement incompatible de dénoncer les violences faites aux femmes aux côtés d'associations légitimant la pornographie et la prostitution». Ce deuxième groupe est beaucoup plus petit, organisé essentiellement autour de quelques personnalités féministes très anti-prostitution, les militantes Francine Sporenda, Emma Lan, Victoria Kandisky et Claire Guillard, membres entre autres du groupe Féministes Radicales en Lutte. Ces militantes ne participeront pas à la marche : «Nous, féministes luttant contre TOUTES les violences sexistes et sexuelles, y compris la prostitution, avons décidé de ne pas nous joindre à la manifestation Nous Toutes le 24 novembre 2018, et par ce communiqué, nous en expliquons les motifs. [...] Nous refusons de défiler auprès d'associations présentant la prostitution et la pornographie comme émancipatrices et empouvoirantes», expliquent-elles.

D'autres associations ont également annoncé leur refus de participer, comme Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir (FDFA). Il s'agit d'une association abolitionniste fondée par la psychanalyste Maudy Piot, devenue progressivement aveugle, et qui a lutté pendant une grande partie de sa vie jusqu'à son décès l'année dernière contre la double discrimination que subissent les femmes handicapées. L'organisation a annoncé *via* un communiqué son refus de participer à la manifestation, en raison de l'opposition au sein de #NousToutes à la loi du 13 avril 2016 qui pénalise les clients de personnes prostituées : «Nous ne pouvons pas nous joindre à une manifestation qui supporte dans ses rangs la présence de personnes réclamant l'abrogation de cette loi pour le plus grand profit du proxénétisme et niant outrageusement le quotidien destructeur des victimes de la prostitution. Nous ne pouvons pas nous joindre à ces personnes qui ne respectent pas la liberté d'expression, musèlent la parole de leurs contradicteurs et les agressent.»

«L'idée de #NousToutes était de se focaliser sur les questions qui rassemblent, mais c'est nier les difficultés rencontrées par un certain nombre de femmes et les invisibiliser» #PasToutes et FDFA ont été échaudées par la participation à la marche de Morgane Merteuil, ex-porte-parole du Strass, le Syndicat du travail sexuel. Morgane Merteuil a depuis quitté le mouvement, mais son départ n'a pas réussi à ramener dans le giron les plus ferventes abolitionnistes. Osez le féminisme a également pris ses distances, appelant à manifester autour d'événements abolitionnistes le 23 novembre, marquant sa différence. Le Collectif féministe contre le viol (CFCV) s'est aussi retiré du comité de pilotage. «Faire consensus ce n'est pas faire avec des dirigeant-es de lobbies agresseurs», indique-t-il dans un mail.

Côté #NousAussi, l'opposition en interne de certaines militantes de #NousToutes à l'emploi des mots «racisé» ou «islamophobie» a créé des remous. «L'idée de #NousToutes était de se focaliser sur les questions qui rassemblent, mais c'est nier les difficultés rencontrées par un certain nombre

de femmes et les invisibiliser», commente Attika Trabelsi, coprésidente de Lallab. «On avait besoin de ne pas vider de son contenu politique une telle mobilisation», complète Lina El Soufi, vice-présidente de l'organisation.

«L'important c'est de travailler l'après», analyse Fatima Benomar, l'une des organisatrices de la marche du 24 novembre, qui espère pouvoir réussir à organiser une marche l'année prochaine avec toutes les associations de l'appel «Nous Aussi».

*Mille-pattes* : De telles divisions sont loin d'être nouvelles. Pendant des années a existé à côté du 8 mars une marche dissidente, sous la bannière du «8 mars pour toutes». «Oui il y a plus de crispations et de divisions que par rapport à il y a cinq ou dix ans, mais pas forcément plus que par rapport à la fin des années 1970. La question de l'unité est une maladie française. Il y a toujours eu des contradictions dans le mouvement féministe, les enjeux de ces contradictions changent selon les périodes. Dans d'autres pays il peut y avoir des groupes différents sans que cela empêche l'unité», estime l'historienne du féminisme Françoise Picq.

La multitude de noms de collectifs au bas de l'appel #NousAussi ne doit pas faire illusion, car bon nombre de ces structures sont très petites, parfois animées par une seule personne. «Le mouvement féministe a changé de nature: c'est un monde éclaté, très différent du monde du XX<sup>e</sup> siècle dans lequel les mouvements étaient sous-tendus par des personnes humaines et pas par des likes», complète Françoise Picq. Aujourd'hui, un seul individu peut avoir à lui tout seul un écho médiatique important, à l'image des Glorieuses, dont la renommée est complètement déconnectée de l'importance numérique de ce groupe, essentiellement basé autour de la personne de Rebecca Amsellem.

Les difficultés de #NousToutes à rassembler en disent finalement aussi long sur le mouvement féministe actuel que sur notre époque toute entière. La nébuleuse de groupuscules est à l'image d'une société de plus en plus éclatée en une multitude de revendications de droits spécifiques. La mobilisation du 24 novembre dira si cette multitude est un obstacle ou non à la construction d'un horizon collectif, et si ce mille-pattes parvient à marcher sur ses multiples jambes.

## **17 - Féministe universaliste et laïque, je manifeste avec #NousToutes - Laurence Rossignol - libération.fr**

Alors que les féministes espagnoles sont capables d'organiser une grève générale pour l'égalité salariale et des manifestations massives contre l'impunité d'un groupe de violeurs; en France, elles peinent à dépasser leurs noyaux militants historiques.

Alors qu'après #MeToo, 70 000 Suédoises sont sorties du silence et de l'anonymat pour dénoncer la culture sexiste dans 69 secteurs d'activité ; en France, 100 femmes ont pris la plume pour revendiquer la «liberté d'importuner». Et les beaux esprits, encouragés et rassurés, ont intimé aux femmes de se taire en les accusant de nous conduire vers une société de la délation.

Voilà l'état du mouvement féministe et de la résistance qu'il affronte dans notre pays. Chaque année pourtant, les statistiques des meurtres et agressions sexuelles et sexistes sont d'une cruauté constante.

Les moyens des associations demeurent dramatiquement insuffisants, et je prends ma part de responsabilité. La justice pénale et familiale, pour des raisons matérielles et culturelles, n'est pas à la hauteur. La prise en charge des victimes est précaire et aléatoire. La protection de l'enfance implose. Et, à défaut d'une mobilisation forte de la société, la revanche des antiféministes, virilistes et autres masculinistes pourrait être cinglante.

Un collectif a pris l'initiative d'une manifestation le 24 novembre. Conscientes des divisions qui minent le mouvement féministe, les initiatrices ont choisi d'afficher #NousToutes et ont accepté, dans le collectif, des personnalités avec lesquelles j'ai, pour ma part, des désaccords profonds. Certaines m'ont agonie quand j'ai porté et fait voter la loi instituant la pénalisation des clients de la



prostitution, d'autres m'ont éreintée quand j'ai dit que le voilement des femmes était un symbole d'enfermement et d'aliénation.

Défendre la liberté d'acheter des services sexuels, nier que les personnes prostituées sont des victimes quotidiennes des violences sexuelles et défilé le 24 novembre contre les violences sexistes et sexuelles me paraît être une sérieuse contradiction. Mais les contradictions des autres n'affectent en rien mes certitudes.

Dénoncer le cumul des discriminations racistes et sexistes dont sont victimes les femmes noires, asiatiques, indiennes ou arabes est juste, nécessaire et probablement trop tardif. Pour autant, leurs porte-parole ont tort d'en faire porter la responsabilité au féminisme universaliste, parfois même qualifié de «féminisme blanc». L'universalité des violences et des attaques que subissent les femmes et les féministes en Europe, en Afrique, en Amérique latine, en Russie, aux Etats-Unis, au Maghreb, au Proche et au Moyen-Orient, est éloquent. La haine des femmes et de leur liberté est partout la même. Et le relativisme culturel est le meilleur allié du patriarcat.

Défiler contre les violences sexuelles et sexistes en contestant l'universalisme de la cause des femmes me paraît être une autre sérieuse contradiction. Mais là encore, ces contradictions ne sont pas les miennes. Et je fais le pari, positif, optimiste, que participer au même rassemblement a plus de chance de mettre en lumière les contradictions des autres que d'éroder mes propres convictions.

Des associations et des militantes féministes amies hésitent ou ont déjà indiqué qu'elles ne seront pas présentes le 24 novembre. La stratégie du plus petit dénominateur commun et la cohabitation de points de vue orthogonaux les rebutent. Je comprends leurs réticences. Pour autant, dès lors que cette marche #NousToutes est lancée, que des personnalités solides y appellent, notre intérêt commun est que cette journée soit un succès.

Ne nous y trompons pas. Si la participation était faible, l'échec serait collectif. Personne n'y lirait un désaveu des anti-universalistes ou des réglemmentaristes. Ni le patriarcat ni le gouvernement ne méritent qu'on leur fasse ce cadeau. Et je ne compte pas sur la grande cause nationale pour déstabiliser les machos et abonder les budgets. Je ne crois qu'à la mobilisation sociale. Je la préfère imparfaite, tiraillée, conflictuelle qu'inexistante. Je la préfère chaotiquement unitaire qu'éparpillée.

Les Bolsonaro, Trump, Salvini, Orbán et leurs complices français, misogynes et homophobes, nous annoncent des jours noirs pour les droits des femmes. Sans ne renoncer à rien, parce que je ne veux pas accorder à des courants de pensée minoritaires ou marginaux plus d'attention qu'ils ne le méritent, en féministe universaliste, laïque et abolitionniste, je participerai à la marche #NousToutes du 24 novembre.

## **18 - Les violences envers les enfants : un silence assourdissant et une non-assistance à personnes en danger - Muriel Salmona**

De toutes les violences, les violences envers les enfants sont certainement les plus cachées. La loi du silence y règne en maître. Et c'est particulièrement vrai pour les maltraitances, c'est à dire les violences subies par des enfants alors qu'ils sont à la garde d'une personne de confiance ou dont ils dépendent, comme un parent, un frère ou une sœur plus âgé, un autre membre de la famille, une nourrice, un baby-sitter, ou par une personne ayant une autorité sur l'enfant (enseignant, éducateur, personnel soignant, prêtre, etc.), et parfois même par des personnes travaillant dans une structure sociale censée protéger les enfants d'un tel danger (institution, famille d'accueil, etc.).

*Selon l'Article 19 de la Convention Internationale des droits de l'enfant (20 novembre 1989), la maltraitance renvoie à « toute forme de violences, d'atteintes ou de brutalités physiques et mentales, d'abandon ou de négligences, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle ». En France pour l'ODAS (Observatoire Décentralisée de l'Action Sociale)*

l'enfant maltraité est celui qui est " victime de violences physiques, cruauté mentale, abus sexuels, négligences lourdes ayant des conséquences graves sur son développement physique et psychologique. « L'ODAS distingue, depuis 1993, les enfants à risque et les enfants maltraités. L'enfant à risque est celui qui connaît des conditions d'existence qui risquent de mettre en danger sa santé, sa sécurité, sa moralité, son éducation, ou son entretien, mais qui n'est pour autant pas maltraité. Les enfants en danger comprennent l'ensemble des enfants en risque et des enfants maltraités. Pour la loi, les violences envers les enfants qu'elles soient physiques ou sexuelles ont de nombreuses circonstances aggravantes, violences sur mineurs de 15 ans, par ascendants légitime, naturel ou adoptif ou par toute autre personne ayant autorité sur le mineur. Et l'enfant en danger doit être protégé par les adultes qui ont connaissance ou qui suspectent des situations à risque ou des violences que l'enfant pourrait subir.

*La loi impose aux citoyens et aux professionnels de signaler les enfants en danger et ce jusqu'à 18 ans (art 434-1 et 434-3, art 226-13) sur la levée du secret professionnel.* La prévention des violences faites aux enfants est un devoir pour tout professionnel prenant en charge des enfants ou des parents En France : selon l'ODAS (2006) chiffres qui proviennent des signalement forcément très sous-estimés 98000 enfants en danger dont 19000 maltraités ( victimes de violence physiques, sexuelles, psychologiques, de négligences lourdes ayant des conséquences graves sur son développement physique et neurologique) et 79000 en risque sur les 19000 enfants maltraités : 31 % de violences physiques, 24 % de violences sexuelles, 19 % de violences psychologiques, 26 % de négligences lourdes.

*La famille est le lieu où s'exercent la grande majorité des violences envers les enfants et la quasi totalité des homicides d'enfants.* Selon les statistiques de l'OND en 2010 du 119 (le numéro d'appel pour les enfants en danger) les auteurs des violences sont très majoritairement les parents, les pères pour les violences sexuelles (81,6% des auteurs), les mères pour les négligences graves et les conditions d'éducation défailtantes (en sachant que les enfants sont le plus souvent avec leur mère), et les violences graves sont également partagées. En toute impunité, la famille peut se révéler comme une des pires zones de non-droit, et se transformer en un véritable système totalitaire où tous les droits fondamentaux des enfants peuvent être bafoués, où il est possible de commettre des crimes et des délits inconcevables sur des personnes sans défense, totalement dépendantes, et privées de liberté.

*L'enfant est encore trop souvent considéré comme la propriété de ses parents auxquels il doit respect et obéissance quoi qu'il arrive : le cinquième commandement de la Bible : "tu honoreras ton père et ta mère, afin que tes jours se prolongent dans le pays que l'Éternel, ton Dieu, te donne." (Exode, 20,12) et, jusqu'au 5 mars 2002, l'article 371-1 du code civil sur l'autorité parentale commençait en stipulant : « L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère », il a été récemment modifié et commence maintenant par : « L'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. », et l'article 371-1 précise que cette autorité parentale « appartient aux père et mère jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne. Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité." Cela se traduit dans le langage courant par des expressions qui mettent en scène plus une notion de possession - « combien avez-vous d'enfants ? » - que de responsabilité - « de combien d'enfants êtes-vous parent ? ». Les parents maltraitants sont dans l'ensemble protégés au nom d'un sacro-saint respect de la famille et des liens parents-enfants, de même quand l'enfant est exposé à de graves violences conjugales, on considère encore trop souvent qu'un parent violent avec son conjoint - le plus souvent le père - peut être malgré tout un bon parent même s'il terrorise et traumatise durablement l'enfant, à partir du moment où il n'exerce pas de violences physiques directes sur l'enfant. Et dans un retournement*

pervers, des juges (Juges des Enfants, Juges aux Affaires Familiales) peuvent tenir des propos sidérants - je les ai entendus à plusieurs reprises lors de colloques auxquels ils participaient - tels que : "si la mère n'est pas capable d'assurer sa protection, alors elle met l'enfant en danger et il faut le lui retirer et les placer." Dans les affaires de violences intra-familiales, particulièrement quand il y a séparation et procédure de divorce, la parole de l'enfant est très peu prise en compte, elle est même souvent disqualifiée sous le prétexte que cette parole serait aliénée par le parent alléguant des violences, la justice en France aimant se référer au "syndrome d'aliénation parentale" qui n'a jamais reçu de validation scientifique. Ce syndrome a été inventé par un psychiatre américain, Richard Gardner, qui dans ses ouvrages fait l'apologie de la "pédophilie". Richard Gardner y écrit que la "pédophilie" ne serait nuisible aux enfants que parce qu'elle est stigmatisée par la société !

*Très fréquemment, devant un enfant en grande souffrance qui présente des troubles des conduites (mises en danger, auto-mutilation, conduites à risque, fugue, alcoolisation, toxicomanie, petite délinquance, etc.), les adultes censés le prendre en charge auront recours à des discours moralisateurs et culpabilisants : " tu ne dois pas te conduire comme cela..., regarde la peine (ou au choix la honte, la ) que tu fais à tes parents..., qui font tout pour toi... ", discours rappelant sans cesse aux enfants leurs devoirs et oublieux de leurs droits. Et dans l'ensemble la petite délinquance et les incivilités des adolescents font bien plus l'objet de réponses judiciaires que les violences graves que les adultes exercent en tant que parents. La délinquance des jeunes mineurs est souvent très médiatisées et dramatisée. Les jeunes sont stigmatisés pour leurs troubles du comportements et leurs conduites à risques. Pourtant les chiffres de la protection judiciaire de la jeunesse le démontre les enfants et les adolescents subissent beaucoup plus de violences qu'ils n'en commettent, avec 170 500 jeunes sont pris en charge par les services de la Protection judiciaire de la jeunesse contre 92 000 jeunes au pénal, ce qui n'empêche pas certains politiciens de surfer sur la peur de jeunes de banlieue, et de prôner une justice toujours plus sévère avec des centres de rééducation fermés. Et bien que l'OMS ait reconnu en 2010 que la principale cause pour subir ou commettre des violences est d'en avoir déjà subi, régulièrement la justice des mineurs qui heureusement en France depuis 1945 privilégie l'éducation et la prévention à la punition est attaquée et sommée d'être plus répressive. La Justice des mineurs est une justice particulière qui s'applique non seulement aux enfants s'applique aux enfants et aux adolescents de moins de 18 ans. Elle comprend des magistrats, des juridictions spécialisées (le juge des enfants et le Tribunal pour enfants) et des services éducatifs. Elle fonctionne selon des règles de droit et des procédures différentes de celles des adultes, qui sont adaptées aux mineurs.*

*Les symptômes psychotraumatiques qui traduisent une grande souffrance des enfants et des adolescents et qui sont une preuve de violences subies, sont le plus souvent interprétés comme des problèmes de personnalité inhérents à l'enfant, à sa mauvaise volonté, son égoïsme, ses provocations, voire sa méchanceté et son caractère vicieux. Et plutôt que de relier ces troubles psychotraumatiques à des violences subies ou dont l'enfant a été le témoin, on va trouver de nombreuses rationalisations qui auront bon dos, telles que la crise d'adolescence, les mauvaises fréquentations, l'influence de la télévision, d'internet, etc., ou bien la faute à pas de chance : "mais qu'est-ce que j'ai bien pu faire pour avoir un enfant comme ça ?", voire même dans une inversion orwellienne particulièrement perverse : "on l'a trop pourri, gâté, c'est un enfant roi !! ". L'hérédité peut être aussi appelée à la rescousse : "il est comme... son père, son oncle, sa grand mère, etc", ainsi que la maladie mentale, d'origine génétique de préférence. C'est comme cela que les suicides des enfants et des adolescents, ou les jeux dangereux, comme celui du foulard, seront mis sur le compte d'une contagion ou de dépressions, les violences subies n'apparaissant presque jamais en tant que cause directe. Il est utile de rappeler que les premières causes de mortalité en France*

chez les moins de 25 ans sont les accidents et les suicides, et que ceux-ci sont très fortement corrélés à des violences subies.

*Les récits d'enfance de beaucoup de patients font froid dans le dos ! Ces récits décrivent des scènes de tortures quotidiennes, des sévices physiques et sexuels, des actes de barbarie, des mises en danger réitérées, associées à des négligences et des violences psychologiques d'une cruauté incroyable. Pour la plupart de mes patients, les sévices remontent à leur premiers souvenirs, déjà à 3 ans ils vivaient dans la terreur et ils n'ont ensuite connus que celle-ci, dans l'indifférence générale. Ils ont été confronté à une volonté systématique de les faire souffrir le plus possible, avec des mises en scène destinées à les terroriser et à les désespérer, de véritables tortures. Plusieurs patients m'ont rapportés avoir reçu en cadeaux de Noël ou d'anniversaire des fouets ou des martinets... nombreux sont ceux qui, en punition, devaient rester des heures à genoux les bras en croix ou sur la tête, enfermés dans une cave ou un placard dans le noir, attachés de longues heures, affamés ou obligés de manger des restes alimentaires avariés, passés sous des douches froides ou brûlantes, exposés en plein froid, abandonnés, brûlés avec des cigarettes. Certains étaient même réveillés en pleine nuit pour être injuriés, secoués et frappés violemment. D'autres devaient faire des travaux épuisants ou impossibles pour leur âge, et étaient transformés en esclaves corvéables à merci. Beaucoup ont eu de nombreuses fois peur de mourir : lors de mises en danger (conduite à risque routière en état d'ivresse, négligences graves) ; lors de menaces de mort explicites (verbales ou avec une arme, menaces de "suicide" collectif) ; lors de scénarios terrifiants inventés par des adultes pour faire peur (lors de maladie ou d'accidents où les adultes prédisent à l'enfant une mort certaine dans des souffrances atroce uniquement pour le terrifier, un père "s'amusait" à dire à une patiente quand elle avait six ans qu'il avait dans sa poche une bombe qui allait exploser dans trois minutes et il commençait le décompte... ) ; lors de violences physiques extrêmes ou de viols ; lors de tentatives de meurtre (strangulation, étouffement, noyade, etc.).*

*Ces enfants gravement maltraités ont vécu continuellement la peur au ventre, peur de provoquer une colère, peur d'être tués, peur de se réveiller le matin, peur de rentrer à la maison après l'école, peur des repas, des week-end, des vacances. Ils ont dû développer des stratégies hors norme pour survivre, en s'auto-censurant pour éviter toutes les situations à risque de dégénérer en violences, en se soumettant à tous les diktats des bourreaux, en se dissociant pour supporter l'insupportable en s'aidant de conduites dissociantes à risque, en développant très souvent un monde imaginaire pour s'y réfugier, un monde imaginaire devenant parfois envahissant avec un compagnon imaginaire (poupée, peluche, animal, ami) à qui ils parlaient et qui souvent leur parlait, avec l'élaboration de romans familiaux (où l'enfant à d'autres parents) ou de romans d'aventure dont ils étaient les héros. Mais ces stratégies avaient leur limite et les enfants pouvaient traverser des périodes de désespoirs intenses avec des idées et parfois des passages à l'actes suicidaires. Et souvent, ils n'ont pu en parler, que vingt, trente, voir plus de quarante ans après.*

*À l'âge adulte la mémoire traumatique de toutes ces violences est toujours là qui met en scène des terreurs, des désespoirs, des souffrances intolérables comme si elles étaient en train de se reproduire à nouveau, avec des sensations soudaines d'être projetés par terre, d'être écrasés, frappés violemment, de perdre connaissance, de mourir, d'avoir la tête ou le corps qui explose, avec des suffocations, des douleurs intenses. Et toutes les situations qui exposaient le plus à des violences comme les repas, les soins corporels, l'endormissement, les apprentissages, répondre à des questions, les week-end, les vacances, les trajets en voiture, etc. deviennent redoutées, et sont susceptibles de provoquer bien des années après des angoisses ou des attaques de panique ou des conduites d'évitement.*

*L'étude prospective américaine de Felitti (2010), montre le principal déterminant de la santé à 55 ans est d'avoir subi des violences dans l'enfance. Les conséquences sur la santé, sont à l'aune des*

violences subies, plus elles ont été graves, fréquentes et plus les conséquences sur la santé sont importantes : risques de mort précoces par accidents, maladies et suicides, de maladies cardiovasculaires et respiratoires, de diabète, d'obésité, épilepsie, de troubles psychiques, d'addictions, de douleurs chroniques invalidantes, etc. Les symptômes psychotraumatiques tels que la mémoire traumatique, l'intensité des angoisses, des attaques de panique, des douleurs et l'impact sur la santé sont de véritables "boîtes noires", contenant toute la mémoire des sévices, même ceux dont il n'est pas possible pour la victime de se souvenir parce qu'elle était trop petite, la structure cérébrale permettant d'intégrer les souvenirs - l'hippocampe - n'étant fonctionnelle qu'à partir de 2-3 ans comme nous allons le voir, ou parce qu'une amnésie psychogène de survie s'est installée, ce qui est fréquent pour ne pas mourir de désespoir. Mes patients ont la chance - parfois miraculeuse - d'avoir survécu, mais combien ne sont plus là pour témoigner.

*En France nous n'avons pas de chiffre pour évaluer le nombre d'homicides d'enfants par violences, nous savons que les enfants les plus exposés à la mort sont les plus jeunes, les nourrissons paient un très lourd tribut à la violence, et souvent ces crimes ne sont pas identifiés, maquillés qu'ils sont en accidents ou en morts subites.* la mortalité en France avant l'âge de un an diminue régulièrement mais reste toutefois importante (3393 cas en 2000) et plus élevée qu'à tous les autres âges de l'enfance. "Les statistiques nationales officielles de mortalité révèlent pour cette tranche d'âge certains phénomènes troublants : un pourcentage non négligeable de morts « de causes inconnues ou non déclarées », un taux très élevé de décès dits accidentels à un âge où l'enfant n'a que peu de capacité d'être acteur de son accident (notamment face au risque d'accident domestique), un petit nombre annuel d'homicides répertoriés comme tels au niveau national, ce qui semble peu réaliste compte tenu des milliers de cas de mauvais traitements signalés annuellement."

*La chercheuse de l'INSERM Anne Tursz a montré que faute d'examens médico-légaux approfondis et d'enquête sur les dossiers médicaux de mort du nourrisson de moins d'un an, qu'environ 1/4 des morts de « causes inconnues ou non précisées » du CépiDc (Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès de l'Inserm) sont des morts suspectes ou violentes pour les parquets (les données d'Instituts médico-légaux n'ayant pas été transmises au CépiDc) et 1/3 des morts « accidentelles » codées comme telles au CépiDc sont aussi des morts suspectes ou violentes.* Les trois quarts de ces décès suspects et violents relèvent de deux causes : le « syndrome du bébé secoué » et la mort à la naissance par asphyxie, noyade ou abandon sans soins. Les auteurs d'homicides bébés secoués sont très majoritairement les pères et les auteurs des néonaticides qui seraient au nombre d'une centaine par an sont essentiellement des mères. On constate donc un sous-enregistrement important des homicides de nourrissons. Les professionnels de l'enfance s'accordent à donner comme chiffre d'enfants morts des suites de violence celui d'au moins 700 par an, soit environ deux enfants par jour.

*Les autres chiffres des violences envers les enfants disponibles sont sous-estimés et proviennent des services sociaux et de l'ONED, il n'existe pas en France de grande enquête de victimisation comme celles qui ont été faites pour les violences conjugales ou les violences sexuelles, si les femmes sont défendues par les féministes, les enfants ont encore moins de défenseurs, ils ne peuvent pas se regrouper en associations et manifester comme ont pu le faire les féministes (bien que la convention internationale des droits de l'enfant leur en confère les droits), ils sont considérés comme des incapables, leurs paroles sont mises en doute à priori et ils doivent être représentés, et ceux qui les représentent, avant tout leurs parents, sont souvent ceux-là mêmes qui les maltraitent. De nombreuses associations de lutte contre les violences envers les enfants ont vu le jour, il existe un-e défenseur-e des enfants et un service de protection de l'enfance avec une plateforme de recueil de ce que l'on nomme maintenant par euphémisme des informations préoccupantes pour les enfants en danger (on ne parle plus directement d'enfants maltraités) avec numéro d'appel national le 119 et des CRIP (cellules de recueil des informations préoccupantes)*

pour chaque départements, mais tout cela pèse peu, et surtout la voix des enfants, contrairement à celles des adultes reste très peu entendue. En 2008 le nombre de mineurs pris en charge en protection de l'enfance est d'environ 267 000 pour la France entière soit un taux de prise en charge de 1,87 % des moins de 18 ans. Le nombre de jeunes majeurs concernés par une mesure de prise en charge est d'environ 21 000, soit un taux de prise en charge de 0,83% des 18-21 ans.

*L'enfant pendant ses premières années de vie a un besoin absolu d'un adulte qui assure ses besoins essentiel, sa sécurité, son bien-être matériel et affectif. L'enfant est en situation de dépendance physique, sociale, psychique et affective face au monde des adultes, toute violence ou négligence de la part des adultes va mettre en péril son développement psycho-moteur et sa relation au monde, le plonger dans une grande insécurité et le mettre en danger. Les enfants sont moins armés physiquement et psychologiquement que les adultes pour se défendre contre les violences, c'est une évidence et les adultes sont en devoir d'assurer leur sécurité, ce rôle est dévolu sauf exception aux parents, la famille offre normalement ce cocon de sécurité à l'enfant, le fait qu'elle ne joue pas ce rôle plonge l'enfant dans une situation totalement anormale aux yeux d'une société qui, nous l'avons vu n'a pas envie de voir cette réalité et même s'il existe des structures d'aide, de prévention et de secours pour l'enfant avec l'ASE (aide sociale à l'enfance), les PMI (les centres de protection maternelle et infantiles), l'image idéalisée de la famille, sa structure fermée, opaque, le respect habituel de l'intimité de la vie familiale, la méconnaissance de la fréquence des situations de maltraitance, de leur survenue dans tous les milieux socio-professionnels, dans toutes les ethnies (contrairement à des idées reçues qui situeraient les violences uniquement dans les milieux pauvres, défavorisés, issus de l'immigration), de leur gravité et de leur conséquences fait qu'une très grande partie des enfants subissant des violences échappe à la vigilance des structures censées protéger les enfants, que ce soient les structures sociales, de soins, éducatives et policières. De plus règne encore en France une tolérance à la violence faite aux enfants pour des raisons éducatives, comme si l'éducation d'un enfant ne pouvait se passer d'un dressage par des punitions corporelles. « Une violence éducative ordinaire » est tolérée, ressentie comme normale, voire indispensable par le plus grand nombre (en Europe 60 à 90 % des parents approuvent les châtements corporels comme méthode éducative) (Olivier Maurel). Et si les violences physiques sont interdites maintenant à l'école, les violences psychologiques, les menaces les paroles blessantes et les humiliations y restent monnaie courante comme méthode éducative. En revanche à l'intérieur de la famille, le recours à des violences physiques, « tant qu'elles restent adéquates et modérées » reste toléré en France, alors que 31 États dont 22 États membres européens ont en 2011 interdit tout châtement corporel y compris dans la famille.*

*Pourtant ce qui paraît évident : la vulnérabilité des enfants, leur fragilité, la nécessité de les protéger, a mis beaucoup de temps à s'imposer. Longtemps les enfants ont été perçu comme des « sous-personnes », n'ayant aucun droits et appartenant à la puissance paternelle qui pouvait avoir droit de vie ou de mort sur lui (cf. la bible et les expositions dans la Grèce et la Rome antiques). La protection de l'enfance ne s'est mise en place qu'à la fin du xix<sup>e</sup> siècle (pour beaucoup grâce aux travaux sur les sévices et les mauvais traitement faits aux enfants de médecins légistes français Tardieu, Lacassagne et Bernard) avec des textes législatifs et surtout la loi de 1889, qui ont remis en cause de la sacro-sainte puissance paternelle et il est devenu possible de déchoir un père de celle-ci. Il a fallu attendre 1935 pour abolir la procédure dite de "correction paternelle" qui permettait à un père "outragé" de faire placer son enfant en détention dans des établissements correctionnels, sans avoir besoin de fournir de justification, et jusqu'en 1958, il fut toujours possible, de placer les enfants en maison de correction sans qu'ils aient commis aucun délit, ce pouvoir étant exercé par la justice et non plus par les seuls parents (Pierre Lassus, Maltraitements, Stock, 2001). De 1850 jusqu'au milieu du XXe siècle, des milliers de jeunes sont condamnés à la maison de correction, et y subissent de durs châtements. En dehors des procédures dites de*

corrections paternelles, selon Marie Rouanet, les occupants de ces "prisons" pour enfants étaient le plus souvent coupables de petits délits, ou tout simplement indisciplinés (en 1887, 7 000 enfants de moins de 10 ans étaient détenus dans ces établissements. Les enfants errants, les mendiants et les petites filles qui sont prostituées, sont également enfermés. D'autres encore viennent de l'Assistance publique, après une mauvaise conduite dans leur famille d'accueil par exemple. Ce sont de véritables bagnes où les enfants subissaient de très graves violences, voire y étaient torturés. En 1934, les enfants de la colonie pénitentiaire de Belle-Ile-en-Mer se sont soulevés et enfuient après le tabassage d'un jeunes détenus, une prime de 20 francs de l'époque a été alors offerte à quiconque capturerait un fugitif, entraînant une "chasse à l'enfant" dénoncée par Prévert dans son poème du même nom (éponyme ?). Cette mutinerie a déclenché une campagne de presse demandant la fermeture de ces "bagnes" d'enfants.

*Le monde médical va oublier aussitôt les articles des médecins légistes et ce n'est qu'en 1962 que le syndrome de l'enfant battu ou syndrome de Silverman sera décrit par Kempe pédiatre à Denver, avant pour expliquer les lésions traumatiques sans se référer aux violences subies étaient évoqués : le rachitisme, le scorbut, la fragilité osseuse constitutionnelle, en 1939 un médecin Ingraham avait déjà suggéré l'origine traumatique par violences de certains hématomes sous-duraux et un autre médecin Caffey en 1946 avait démontré que l'association d'un hématome sous-dural et d'une fracture des os longs était évocatrice de violences volontaires mais la communauté médicale était restée peu réactive, avec le syndrome de l'enfant battu les médecins commencent à prendre conscience des violences gravissimes faites aux enfants, cela sera suivi, dans les années 1970, de la reconnaissance des violences institutionnelles, du syndrome du bébé secoué et de ces conséquences dramatiques : risque de mort ou de débilité mentale profonde, et enfin du syndrome de Munchausen par procuration (des parents instrumentalisent des enfants en les rendant malades pour en obtenir des bénéfices secondaires). Il faudra attendre 1980 pour que l'ampleur des violences sexuelles faites aux enfants et de la fréquence de celles venant des proches soit prise en compte, grâce surtout aux associations féministes, viendront ensuite les dénonciations des violences faites aux petites-filles et aux jeunes femmes avec la lutte contre les mutilations génitales et contre les mariages forcés (avec la mise en place de lois efficaces et le relèvement de l'âge légal à 18 ans pour le mariage des filles). En 1989 l'ONU va mettre en place la Convention sur les Droits de l'enfant qui sera ratifiée en 2001 par 191 états dont la France, l'article 19 oblige les États « à prendre toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriés pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteintes, de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligences, de mauvais traitement ou d'exploitation y compris la violence sexuelle pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux ou de ses représentants légaux ou de toute personne à qui il est confié ». Et si dès 1979 la Suède a été le premier pays à prohiber totalement les châtiments corporels sur les enfants y compris à la maison par la famille, suivi par la Finlande en 1983 et la Norvège en 1987, actuellement 31 pays dont 22 européens ont mais pas encore la France.*

*En ce qui concerne l'impact psychique spécifique des violences sur les enfants, là aussi tout c'est fait avec retard par rapport aux adultes, dans un premier temps les psychotraumatismes n'ont pas été individualisés chez l'enfant et l'impact direct des violences sur eux pas reconnus surtout pour les enfants de moins de six ans, la communauté scientifique considérait qu'ils étaient trop jeunes, trop incapables de comprendre pour cela, leurs symptômes quand on ne pouvait pas faire autrement que de les voir étaient rapportés à l'état de la mère, les enfants étaient perturbés parce que la mère l'était et non à cause du traumatisme auquel ils avaient été exposés, exactement comme lorsque les médecins ne traitaient pas la douleur chez les tout petits et faisaient sans anesthésie des examens invasifs qu'il aurait été hors de question de faire à un adulte sans l'anesthésier, là aussi on considérait que l'enfant n'avait ni la maturité physiologique pour ressentir la douleur, ni la*

maturité psychologique pour comprendre la douleur donc ce n'était pas la peine de se fatiguer à prendre des précautions et à donner des médicaments (antalgiques et anesthésiants) dont en revanche on pensait, sans étude pour l'étayer, qu'ils étaient dangereux pour leur santé. Et si les enfants pleuraient, criaient, c'était considéré comme normal ou comme directement dû à l'inquiétude et au stress de la mère ! C'est vraiment à peine caricaturé, les choses ont beaucoup changé actuellement grâce, entre autres, au travail pionnier d'une étudiante en médecine qui avait consacré sa thèse à la mise en place d'échelle d'identification pour évaluer la douleur chez le tout-petit, mais il existe encore des services hospitaliers de pédiatrie où la douleur est encore très peu prise en charge. Et pour les traumatismes, a fortiori ce n'était pas la peine de se préoccuper des enfants particulièrement des plus petits, puisque ils étaient considérés comme ne comprenant pas, et ne pouvant pas s'en souvenir. C'est ainsi que la prise en compte de l'impact sur les enfants de l'exposition à la violence conjugale ne date que de quelques années seulement. Anna Freud a été une pionnière pendant la guerre et le blitz (les bombardements allemands) en prenant en traitement les tout-petits qui avaient été traumatisés lors des séparations de grande envergure organisées par les autorités pour protéger les enfants à la campagne, même si elle considérait que c'était avant tout l'absence de la mère qui était la cause de leurs traumatismes.

*Contrairement à ces fausses représentations l'impact psychologique des violences sur les enfants est plus grave que sur les adultes, du fait de leur fragilité, de leur grande dépendance, de leur impuissance et de leur manque d'expérience face aux adultes, de leur immaturité à la fois physiologique et psychologique et de leur situation d'être en devenir, en pleine construction.* L'immaturité du système nerveux central rend le cerveau des enfants beaucoup plus sensible aux effets du stress par l'intermédiaire de la sécrétion excessive de cortisol, avec des risques plus importants d'atteintes neuronales et plus particulièrement dendritiques, avec des morts neuronales, et des modifications épigénétiques de l'ADN des neurones, certaines zones du cerveau comme le cortex pré-frontal limbique et l'hippocampe peuvent perdre de leur volume et rester atrophiés tant qu'il n'y a pas de protection mise en place et de prise en charge adaptée. Le système nerveux d'un enfant a une grande plasticité, des soins spécialisés permettent une très bonne récupération neuronale.

*Une autre des caractéristiques du cerveau d'un enfant de moins de deux ans est la grande immaturité de l'hippocampe, cette structure cérébrale sous-corticale qui est un véritable logiciel de la mémoire et des apprentissages.* L'hippocampe est indispensable pour mémoriser des événements, intégrer des apprentissages et se repérer au niveau temporo-spatial, son immaturité fait qu'un enfant de moins de deux ans ne peut pas avoir de souvenirs de la période entre sa naissance et ses deux ans. Cette absence de souvenirs ne signifie pas pour autant qu'il ne puisse pas être traumatisé par des violences, tout au contraire car la structure cérébrale responsable des réponses émotionnelles : l'amygdale cérébrale est active et fonctionnelle avant même la naissance (à partir au moins du 7ème mois de grossesse), il y aura donc une réponse émotionnelle qui sera encore plus intense que celle des adultes, les possibilités de la moduler étant bien moins importantes (le cortex cérébral qui est la structure modulante est moins performant car avec moins de capacités d'analyses et de ressources, de plus le cortex ne peut pas faire appel à l'hippocampe pour utiliser des apprentissages et des souvenirs très utiles pour mieux comprendre et analyser la situation de violence. Le circuit émotionnel sera donc beaucoup moins modulé, et risquera d'autant plus de se retrouver en "sur-voltage" entraînant de ce fait un risque cardiovasculaire et neurologique (risque de toxicité neuronale et d'hyper-excitation de ceux-ci pouvant être responsable de crises épileptiques, de pertes de connaissance), et le déclenchement par mécanisme de sauvegarde d'une disjonction qui sera à l'origine d'une dissociation et d'une importante mémoire traumatique.



*Ces éléments rendent les enfants les plus jeunes très vulnérables aux violences, même s'ils n'en ont pas le souvenir ils en auront des symptômes envahissants par l'intermédiaire de la mémoire traumatique de ces événements. Cette mémoire traumatique les colonisera en leur faisant revivre les mêmes émotions, sensations et douleurs que celles ressenties lors des violences. Leur développement psychique sera "infecté" par cette mémoire traumatique et par les stratégies de survie que l'enfant mettra en place pour y échapper ou l'anesthésier, et risquera d'entraîner des troubles de la personnalité, des troubles du comportement et des troubles cognitifs qui pourront, quand ils sont envahissants, être pris à tort pour des états psychotiques, des états limites, des troubles obsessionnels sévères, des troubles graves de l'attention, et des déficiences mentales et traités comme tels, par méconnaissance des troubles psychotraumatiques. Après deux trois ans, si l'hippocampe devient fonctionnel, les violences pourront aussi être oubliées en totalité ou en partie par une amnésie psychogène de survie assez fréquente (38% d'amnésie complète lors de violences sexuelles dans l'enfance lors de l'étude de )*

*Il est d'autant plus essentiel de les protéger des violences et d'intervenir le plus tôt possible, il s'agit de situations d'urgence pour éviter des psychotraumatismes sévères et chroniques avec de graves conséquences sur la vie future des enfants, sur leur santé, sur leur scolarisation et leur socialisation et sur le risque de perpétuation des violences, comme nous l'avons déjà vu. En effet le terreau le plus important de toutes les violences futures est la violence faite aux enfants, les enfants peuvent être soumis à de la violence dès leur premier mois de vie, avec les maltraitances, partie la plus grave, mais aussi avec la violence éducative "ordinaire", et les châtiments corporels que la quasi totalité des parents utilisent contre leurs enfants pour soi-disant les éduquer, leur apprendre l'obéissance, le respect du « sacro-saint » adulte, apprendre à ne pas le déranger, ne pas l'énerver, ne pas le contrarier.*

*La société qui tolère, banalise voire même valorise les punitions corporelles donne un permis à tous les parents de battre leur enfant, il faut seulement qu'il n'exagèrent pas, que les punitions soient raisonnables et qu'elles n'entraînent pas de conséquences physiques trop voyantes. Comment en arrive-t-on là, en toute incohérence, à ne pas tolérer qu'un adulte frappe un autre adulte, à ne tolérer aucune violence conjugale, à ne pas tolérer les violences commises sur les personnes âgées, sur les personnes handicapées, à ne pas tolérer de frapper un prévenu ou un prisonnier en trouvant que ce serait inadmissible, très humiliant, une atteinte à la dignité de la personne, et accepter qu'un enfant puisse recevoir des tapes, des claques des fessées ? Quelle image a-t-on de l'enfant ? Ne serait-il pas tout à fait un être humain, qu'on puisse le dresser et le frapper encore plus facilement qu'un chien ? N'aurait-il aucune dignité à préserver ? Ressentirait-il si peu de chose que l'on puisse sans état d'âme lui faire aussi mal, alors qu'en tant que parent on est censé le protéger ? Où est la logique, l'enfant est ce qu'il y aurait de plus précieux, de plus fragile et on peut le frapper ? Et quand on observe les raisons pour lesquelles l'enfant est frappé dès son plus jeune âge : c'est parce qu'il pleure trop, qu'il ne veut pas manger, qu'il refuse de se laisser habiller, qu'il n'arrive pas à dormir, qu'il ne veut pas arrêter de jouer, qu'il ne veut pas rendre un objet ou le ranger, qu'il essaie d'obtenir ce qu'il veut, qu'il n'obéit pas, qu'il dit ce qu'il ne faut pas, qu'il a fait tomber quelque chose, qu'il parle trop, qu'il bouge trop, qu'il n'arrive pas à comprendre ce qu'on lui dit ou ce qu'on veut lui faire apprendre, parfois même c'est parce qu'il s'est fait mal, qu'il s'est mis en danger, à échapper à la surveillance de l'adulte... Et tout cela serait tellement grave, tellement pervers... que cela nécessiterait des punitions corporelles ? À l'évidence beaucoup plus grave aux yeux des adultes que toutes les transgressions, négligences, voire délits que les adultes commettent souvent tranquillement devant leurs enfants : il est interdit à l'enfant de désobéir mais l'adulte peut devant ses enfants transgresser le code de la route, faire un excès de vitesse, conduire en état d'ébriété, se garer n'importe où, lui il peut, personne va le frapper, à la rigueur il sera verbalisé s'il est pris ! L'adulte peut ne pas avoir faim, ne pas avoir envie de dormir, mal se*

tenir à table, proférer des injures ou dire des « gros mots », ne pas être suffisamment en forme pour se concentrer, lui a le droit, lui a des bonnes raisons, l'enfant non ! Tout ce qu'il fait, cet enfant, va être perçu par la mauvaise magie de la mémoire traumatique de l'adulte (qui remet en scène les violences subies dans l'enfance et les discours de ses propres parents qui les accompagnaient) comme venant d'une mauvaise intention, pour énerver l'adulte, pour lui pourrir la vie, l'enfant est dramatiquement perçu comme fondamentalement mauvais, agressif, prêt à « pousser de travers » si on ne le redresse pas à temps.

*Et si le comportement d'un enfant de quelques mois, d'un an, de deux, trois, quatre, cinq ans peut être aussi mal interprété sans tenir compte de sa réalité de tout petit, c'est bien parce que la presque totalité des parents ont entendu dans leur enfance, leurs propres parents interpréter leurs comportement de la même façon, et se sont entendu dire qu'ils étaient méchants, difficiles, insupportables quand ils étaient frappés. Un enfant c'est donc mauvais ! Entendre son enfant pleurer, c'est réentendre son père ou sa mère hurler. Et c'est à nouveau, du fait de la mémoire traumatique, avoir peur qu'une violence aveugle s'abatte sur soi, et la ressentir comme imminente cette violence prête à nous envahir à nouveau, nous remplissant de haine et de désespoir mêlés. Aussi cet adulte, face aux pleurs de son enfant, peut le considérer comme responsable de l'orage émotionnel qui l'envahit, et contre toute logique le percevoir comme dangereux et insécurisant. Et l'enfant bien malgré lui, se retrouve convoqué dans une scène violente appartenant au passé de l'adulte, mais malheureusement non reconnu comme tel par ce dernier. Et si petit, nous avons à maintes reprises mis nos parents dans un état pareil et que nous réexpérimentons ce même état, alors c'est bien que c'est l'enfant lui-même qui est assimilé à une sorte de diable par un raccourci catastrophique, et le frapper, tout comme nos propres parents l'avaient déjà fait, devient « normal », et « bon » puisque cela nous soulage, et pas si horrible que ça puisque la disjonction ayant entraîné une anesthésie émotionnelle, l'instinct normal de protection, la relation normale d'amour ne sont plus à même d'être ressentis et de servir de garde fou contre cette violence qui devrait être impensable. Le « c'est pour ton bien » que dénonce Alice Miller peut alors se déployer, permettant par une imposture intellectuelle de préserver une image idéale de bons parents et de rationaliser l'explosion de violence, bien que personne ne soit tout à fait dupe..., tout est si incohérent ! Mais puisque ses propres parents, ses grands-parents, et presque tous les autres parents connus, se sont autorisés à fonctionner comme cela, pourquoi pas faire pareil ? De plus, comme cela demanderait un tel effort à ces parents de se calmer, de fonctionner autrement, c'est bien pratique, avec l'aval de la société entière de se soulager sur ses enfants de toutes ses tensions et malaises. Ne nous nous y trompons pas, les premières violences et l'expériences de leur qualité auto-traitantes, si elles ne font pas suffisamment horreur pour être aussitôt contrôlées risquent fort d'être la porte ouverte ensuite à bien d'autres violences de plus en plus extensives, l'enfant pouvant dans un premier temps être attaqué lors des allumage de la mémoire traumatique qu'il a bien malgré lui "allumé" par des liens avec un passé qui ne le concerne pas, celui de ses parents, puis dans un deuxième temps, par le jeu à la fois de phénomènes addictifs de dépendance et de tolérance à la violence, s'aggraver et s'étendre pour faire jouer à l'enfant « bouc émissaire » le rôle de médicament efficace, de disjoncteur ré-armable à l'infini, et même de « traitement préventif » pour toutes les angoisses, stress, frustrations qui n'ont plus rien à voir directement avec l'enfant mais qui « allument » eux aussi la mémoire traumatique du parent agresseur. Le système peut s'emballer et devenir contaminant, l'enfant devenant le disjoncteur au service de tout le monde, avec une absence totale de compassion toujours liée à l'anesthésie émotionnelle de tous. On peut se retrouver dans une de ces situations dramatiques ou un enfant dans sa famille subi en permanence des violences de tout le monde, parfois sans aucune exception. Cela peut mener jusqu'à la mort de l'enfant, si rien est fait pour arrêter cet engrenage terrible. Parfois, quand l'enfant est dans ce rôle forcé de disjoncteur ré-armable au service des autres, un accident lié aux*

violences, une fugue ou une tentative de suicide de l'enfant, peut « réveiller » un ou plusieurs membres de la famille dans une prise de conscience effarée de la gravité et de l'horreur de la situation et faire cesser les violences. Mais malheureusement, le plus souvent, l'anesthésie émotionnelle et l'accumulation des violences sont telles qu'il n'y aura aucune remise en question, tout au plus un peu plus de précaution pour ne pas refaire « sauter le fusible », ou de la manipulation pour que cela ne se reproduise plus (dans les cas de tentatives de suicide ou de fugues). Il y a des points de non retour qu'il faut prendre garde à ne pas laisser atteindre, ils sont liés à une quantité importante de violences si graves qu'elles rendent tout repentir quasi impossible pour les agresseurs, sortir de son anesthésie émotionnelle, reconnaître ce qui a été fait et l'assumer entraînerait un tel effondrement devant l'ampleur de sa culpabilité que rien ne semble pouvoir empêcher que le système secrète une carapace d'insensibilité « protectrice » et un déni de la réalité hyper-résistants.

*La société, en laissant perpétuer des violences « ordinaires » sur les enfants qu'elle n'interdit et ne condamne pas suffisamment, porte une lourde responsabilité. Et elle se positionne de façon particulièrement hypocrite en s'étonnant ensuite de la violence de jeunes adolescents et de leurs conduites dissociantes à risques qu'elle condamne cette fois-ci très sévèrement, alors que celles-ci sont directement issues des violences subies. Les violences et les troubles des conduites et du comportements des adolescents sont considérées comme bien plus graves que ceux des adultes, et la plupart du temps on ne se pose aucune question sur les violences familiales qui sont le plus souvent à l'origine de ces violences et de ces troubles. Voire même le problème peut être totalement inversé, on considèrera qu'il s'agit d'enfants et d'adolescents rois, à qui on a laissé tout faire sans aucune limite et qui n'ont pas été assez punis !*

*Et quand les violences familiales sont connues, ce n'est souvent pas pour autant que les adolescents en souffrance seront mieux compris et pris en charge. Cela n'empêchera pas nombre d'adultes confrontés à leurs troubles psychiques et à leurs conduites dissociantes de leur faire la morale, aucun lien n'étant fait le plus souvent entre les violences subies et leurs troubles. S'étonner de la souffrance psychique et des troubles des conduites et du comportement des adolescents ( fugues, tentatives de suicides, conduites à risques, prise d'alcool et de drogues, auto-mutilations, délinquance, violences), c'est aussi absurde que de s'étonner et s'offusquer qu'une victime d'un coup de couteau saigne, salisse tout et de surcroît s'agite, se plaigne et aille très mal ! Et même comble de malhonnêteté, il arrive que l'on donne à ces adolescents le contre exemple d'une victime exemplaire qui ne fait pas de vague, ne salit rien, et continue à donner l'impression d'aller bien en ne dérangeant personne, preuve que c'est possible (mais on omet de dire à quel prix : soit par un sacrifice total, la victime par loyauté familiale se taira et cachera très soigneusement toutes les conséquences, soit par une anesthésie émotionnelle totale induite par des violences répétées et continues ou par des conduites dissociantes à risque ou par une chance extraordinaire, le "couteau" n'ayant touché aucun vaisseau, aucun organe). Ils pourraient donc aller bien, au lieu d'embêter tout le monde, preuve bien arrangeante que le coup de couteau pourrait n'entraîner aucun traumatisme, preuve « fabriquée », falsifiée qui sera utilisée pour désavouer les victimes qui ont des conséquences. On ne manque jamais de vous assener ces « contre-exemples » résilients qui ont même bénéficié, selon eux, de ces violences subies pour être encore plus parfaits, pour encore mieux réussir, les violences les ayant « forgées », quel « merveilleux malheur », « merci Papa, merci Maman de m'avoir autant maltraité, grâce à vous, je suis quelqu'un de fort et de bien maintenant ! ». Pour se rassurer sur leur intégrité et leur non-condition de victimes (parce que c'est dégradant d'être victime, c'est être inférieur) imposent aux autres victimes « leur réussite » et ces agresseurs qui n'ont jamais subis la moindre violence, qui sont violents par « génération spontanée », comme cela, tout simplement parce qu'il y a des gens méchants ! L'enjeu de tout cela, c'est de prouver que puisque ce qu'on nomme des violences ne sont pas graves pour*

tout le monde, qu'elle peuvent ne pas avoir de conséquences (il est plus facile de maquiller un statut d'agresseur que de victime, l'agresseur a des « disjoncteurs » à sa disposition qui "sautent" pour lui, c'est les victimes qui se font remarquer par leur symptômes ».

*Il est essentiel de lutter efficacement contre ces violences faites aux enfants, les conséquences à court, moyen et long terme sur leur santé psychique et physique sont catastrophiques, il faut les protéger et les soigner le plus tôt possible, plus les soins sont précoces, plus ils sont efficaces et plus ils évitent des souffrances intolérables et des morts précoces (par homicides, par accidents liés à des conduites à risques, par suicides, par morts précoces dues à des pathologies somatiques liées au stress : infarctus du myocarde, diabète, etc.). Il est hors de question de les abandonner à ces violences, sans prise en charge les enfants devront survivre comme ils peuvent et seront à grand risque d'échecs scolaires, de conduites addictives (tabac, alcool, drogues), de marginalisation, d'isolement social, d'exclusion, de délinquance.*